81e ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

Abdelmadjid Tebboune : «Un génocide collectif contre des Algériens sans défense»

Pages 6 et 7

LA VOIE D'ALGÉRIE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - N° 490 VENDREDI 8 - SAMEDI 9 MAI 2026 - ALGERIE 20 DA - ISSN : 2992-1651

VISITE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN TURQUIE

ALGER ET ANKARA HISSENT LEURS RELATIONS À UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE RENFORCÉ

Pages 2 et 3



TIMIMOUN

Lancement de la généralisation du référentiel national d'adressage

Page 8

PALESTINE

Les appels internationaux se multiplient pour des sanctions concrètes

Page 12

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE

USMA - Zamalek : première manche d'une finale très attendue

Page 13

INDUSTRIE, AGRICULTURE, TÉLÉCOMMUNICATIONS, TRANSPORTS ET AUTRES

PRÈS D'UNE QUINZAINE D'ACCORDS SIGNÉS



A l'occasion de la visite officielle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Turquie, plusieurs accords couvrant des secteurs-clés et stratégiques ont été conclus, marquant une volonté des deux pays de hisser leur partenariat bilatéral à un niveau exceptionnel.

La démarche adoptée à cette occasion confirme aussi l'entrée de la coopération entre Alger et Ankara dans une nouvelle phase d'intégration plus poussée, portée par des investissements croissants, une coopération industrielle élargie et l'ambition partagée de bâtir un axe de co-développement durable.

Coprésidée par les présidents Abdelmadjid Tebboune et Recep Tayyip Erdogan, la cérémonie de signature des accords a ainsi permis la conclusion d'une large série de mémorandums d'entente et de conventions, traduisant ainsi l'élargissement remarquable de la coopération bilatérale. Industrie, commerce, agriculture, information, télécommunications, transports entre autres, sont autant de secteurs concernés par ces accords, au nombre de 14, ce qui constitue un nouveau pas vers un partenariat global entre les deux pays.

Toutefois, l'une des avancées majeures de cette nouvelle entente est le lancement de négociations en vue d'un accord commercial préférentiel, appelé à redéfinir les échanges entre les deux pays et à ouvrir de nouvelles perspectives aux exportations algériennes hors hydrocarbures. Dans le domaine de l'investissement, la signature d'un mémorandum entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et l'organisme turc chargé de l'investissement et du financement confirme l'importance accordée à l'arrivée de nouveaux Investissements directs étrangers (IDE) turcs sur le marché national. Dans le secteur agricole, un accord sur «la protection des végétaux» et «la quarantaine agricole» a été conclu, tandis que la coopération industrielle se renforce à travers des engagements dans les domaines de la normalisation, l'évaluation de conformité, la formation et le développement des PME. Les transports, les services postaux, les télécommunications ainsi que le transport routier international de voyageurs et de marchandises ont connu également la conclusion de nouveaux accords.

PRÈS DE 30 ENTREPRISES ET PLUS DE 90 PROJETS TURCS AU NIVEAU DE L'AAPI

Cependant, la signature par les deux Présidents de la Déclaration conjointe de la première session du Conseil de coopération stratégique de haut niveau algéro-turc confère à cet ensemble une portée institutionnelle inédite, traduisant une volonté de faire du partenariat entre Alger et Ankara un «mécanisme structuré», inscrit dans la durée et orienté vers des objectifs stratégiques communs.

Cette dynamique a été confirmée lors du Forum d'affaires algéro-turc, qui a réuni jeudi dernier plus de 300 opérateurs des deux pays, mettant en lumière la montée en puissance de la Turquie parmi les partenaires économiques majeurs de l'Algérie. Dans son intervention à cette occasion, le Directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, a révélé que plus de 90 projets d'investissement turcs ont été enregistrés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement en 2022. Ce nombre de projet reflète, selon le DG de l'AAPI, «une confiance croissante» dans les réformes engagées par l'Algérie dans ce domaine, alors que, a-t-il ajouté, «près de 30 entreprises turques sont actuellement engagées dans de nouveaux projets en cours d'étude».

Comme l'avait souligné le même responsable, cette évolution notable est favorisée notamment par «l'amélioration du climat des affaires», marquée par une «simplification des démarches administratives, la numérisation, le guichet unique, la stabilité juridique et les garanties renforcées pour les investisseurs». De leur côté, les porteurs de projets turcs ont présenté leur perception du marché national, voyant désormais l'Algérie comme «une plateforme économique stratégique», non seulement en raison de la taille de son marché, mais aussi de «sa position géographique et de ses ambitions industrielles».

Dans un contexte marqué par les recompositions des marchés mondiaux, l'Algérie et la Turquie misent en tout cas sur la complémentarité de leurs économies pour bâtir un partenariat renforcé, étant donné que, pour l'Algérie, cette orientation s'inscrit dans sa stratégie de diversification économique et de réduction de la dépendance aux hydrocarbures, alors que la Turquie est en quête d'un partenaire «stable, fiable et à fort potentiel».

Mohamed N.

TOSYALI ET TAYAL
DES EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS À SUIVRE

Symboles du succès des investissements étrangers structurants sur le marché national, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi à Ankara, les responsables du groupe sidérurgique Tosyali et de la société textile Tayal. Cette rencontre illustre la place centrale qu'occupent les investissements productifs turcs dans la stratégie nationale de diversification économique, dont l'objectif est d'aller bien au-delà d'une relation commerciale classique, en misant sur des partenariats industriels capables de générer de la valeur ajoutée, de soutenir la production nationale et de renforcer les exportations hors hydrocarbures.

Tosyali, devenu l'un des exemples de la réussite du partenariat productif algéro-turc, s'est imposé comme un acteur stratégique dans le secteur de la sidérurgie, participant à l'essor de la transformation industrielle et à la croissance significative des exportations d'acier.

De son côté, le complexe Tayal, basé dans la wilaya de Relizane, représente un pilier essentiel dans la relance de la filière textile, avec l'ambition de réduire les importations et de repositionner l'Algérie comme une plateforme industrielle régionale. Cette audience accordée par le président de la République à ces deux entreprises intervient aussi dans un contexte où les investisseurs turcs affichent une volonté d'étendre leur présence en Algérie vers d'autres segments industriels, agricoles et de services.

M. N.

Les médias turcs soulignent une «coopération stratégique élargie» entre les deux pays

Perçue comme une avancée significative dans la coopération de leur pays avec l'Algérie, la visite du président de la République en Turquie a bénéficié d'une large couverture médiatique par la presse turque de différents supports. Dans un long article mis en ligne hier, l'agence Anadolu a énuméré les différents mémorandums conclus, sous le titre de «La Turquie et l'Algérie signent 14 accords dans de nombreux secteurs», alors que d'autres grands médias ont livré une lecture significative de la place qu'occupe l'Algérie dans la recherche de nouveaux partenaires par Ankara.

Le «Daily Sabah» a ainsi mis l'accent sur la volonté des deux pays d'«approfondir leur coopération» et les «discussions stratégiques de haut niveau» qui ont eu lieu à cette occasion, alors qu'à l'arrivée du président de la République à Ankara, la même publication a souligné que cette visite «devait permettre d'examiner les relations bilatérales dans tous les domaines, mais aussi les dossiers régionaux et internationaux». Cette présentation place ainsi l'Algérie parmi les interlocuteurs diplomatiques de premier plan de la Turquie. A l'issue des entretiens du président de la République avec son homologue turc, le même quotidien a mis en exergue, jeudi, «la dimension élargie du partenariat», évoquant «une coopération renforcée dans la sécurité régionale, l'énergie, les mines, le transport et l'agriculture».

Pour sa part, le média en ligne TRT a présenté, à travers ses différentes plateformes, l'Algérie comme un «pays frère et ami», traduisant une relation appelée à jouer «un rôle croissant dans les équilibres méditerranéens, africains et moyen-orientaux», tout en évoquant au premier jour de cette visite «les dossiers palestinien, libyen, sahélien et énergétique» qui, selon ce média, sont «des terrains naturels de concertation entre Alger et Ankara».

Enfin, les médias turcs ont rappelé aussi dans leur majorité que «l'Algérie figure parmi les plus importants partenaires commerciaux de la Turquie en Afrique».

M. N.

VISITE OFFICIELLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN TURQUIE

ALGER ET ANKARA HISSENT LEURS RELATIONS À UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE RENFORCÉ

A la faveur de la visite officielle que le président de la République a clôturé hier à Ankara, l'Algérie et la Turquie viennent de confirmer leur ferme volonté commune de hisser leur coopération bilatérale à un niveau plus élevé, en l'inscrivant dans une perspective plus stratégique, plus diversifiée et tournée vers les grands secteurs économiques.



A l'issue de la première session du Conseil de coopération stratégique de haut niveau algéro-turc, qui s'est tenue jeudi, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, ont ainsi réaffirmé leur détermination à consolider une coopération déjà dense dans divers secteurs stratégiques.

A cet égard, dans une déclaration conjointe avec son homologue turc, Abdelmadjid Teboune a salué la «dynamique croissante» des relations bilatérales après avoir «passé en revue plusieurs étapes importantes liées à l'état des relations entre nos deux pays». C'est cette dynamique que sa visite à Ankara vise surtout «à renforcer» par «la diversification de la coopération économique et l'élargissement des domaines de partenariat aux secteurs des énergies renouvelables, de l'agriculture, de l'industrie et des mines», mais aussi dans les domaines culturel, historique et civilisationnel, a-t-il dit.

Pour Abdelmadjid Tebboune, cette troisième visite qu'il vient d'effectuer en Turquie depuis 2022 marque une nouvelle étape dans la consolidation de l'essor que connaît la coopération bilatérale entre les deux pays dans la conjoncture actuelle. En prônant l'élargissement de ce partenariat à d'autres domaines, qu'ils soient économiques ou autres, les Présidents des deux pays expriment la volonté de dépasser le cadre traditionnel des échanges commerciaux pour bâtir une relation stratégique intégrée, fondée sur la complémentarité économique. Dans cette perspective, le président Tebboune a salué le lancement des négociations portant sur «l'accord commercial préférentiel concernant une liste déterminée de produits», ce qui, selon le président de la République, «contribuera à porter le volume des échanges commerciaux et des investissements à 10 milliards de dollars à l'horizon 2030». Dans le même sillage, le président Tebboune a surtout relevé des «résultats riches et fructueux» des entretiens qu'il a eus avec son homologue turc, couronnés notamment par la signature de nouveaux accords, mais aussi «la réactivation du Forum d'affaires, ainsi que son rôle central dans les échanges commerciaux et la dynamique des investissements entre les opérateurs économiques des deux pays».

VERS UN ACCORD PRÉFÉRENTIEL SUR UNE LISTE DE PRODUITS

De son côté, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a réaffirmé avec force l'engagement de son pays à poursuivre le développement de la coopération bilatérale dans tous les domaines, qualifiant l'Algérie d'«un des plus grands partenaires commerciaux de la Turquie sur le continent africain, notamment dans des domaines stratégiques, comme l'énergie, les mines, les transports et l'agriculture». Pour aller de l'avant dans cette relation, M. Erdogan a fait état d'importants efforts qui ont été «intensifiés conformément à l'objectif d'atteindre un volume d'échanges commerciaux de 10 milliards de dollars, fixé en 2023». Concernant le volet relatif à l'investissement, il a relevé que «plus de 1.600 entreprises turques en Algérie qui réalisent des projets et des investissements importants dans les secteurs de l'industrie, des mines et de l'agriculture», dynamique qui devrait se renforcer davantage à la lumière de la nouvelle approche qu'Alger et Ankara viennent d'adopter. Tout en affirmant continuer à «développer notre coopération avec l'Algérie dans tous les domaines, sur la base du principe gagnant-gagnant», le Président turc a mis l'accent sur certains secteurs stratégiques. Il s'agit, entre autres, de l'énergie, dont la Turquie, a-t-il déclaré, «a établi et développé avec l'Algérie, depuis de longues années, une coopération énergétique caractérisée par la fiabilité, la stabilité et la durabilité». «Au stade actuel, nous progressons jour après jour dans le renforcement d'une coopération à long terme concernant la sécurité des approvisionnements énergétiques, notamment le gaz naturel», a ajouté le président Erdogan. Le secteur agricole est également inscrit au registre des priorités de la Turquie, selon le Président turc, qui estime qu'il fait partie des «questions les plus vitales» et des «domaines pouvant faire l'objet de coopération bilatérale entre l'Algérie et la Turquie». En outre, évoquant le domaine des industries de défense, le Président turc a exprimé sa conviction que «la coopération bilatérale (avec l'Algérie) contribuera à la fois à la sécurité de nos deux pays et régions».

Mohamed N.

CONVERGENCE DE VUES SUR LES QUESTIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

M. ERDOGAN SALUE LE RÔLE DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Dans un contexte régional marqué par l'aggravation du conflit au Moyen-Orient et la cruauté que fait subir l'entité sioniste au peuple palestinien, l'Algérie et la Turquie affichent une convergence de vues notable sur les grandes questions internationales, réaffirmant leur attachement commun aux solutions pacifiques, au respect du droit international et à la défense de la cause palestinienne.

Depuis Ankara, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a en effet souligné la concordance de vues entre Alger et Ankara sur la nécessité de privilégier les voies diplomatiques dans le règlement des conflits et l'importance du respect de la légalité internationale comme fondement essentiel de la stabilité régionale et mondiale.

De son côté, M. Recep Tayyip Erdogan a salué le rôle de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU, où elle a porté, durant son mandat en tant que membre non permanent jusqu'à fin 2025, une voix active en faveur de la cause palestinienne.

M. Erdogan a ainsi rendu un «hommage au soutien constant de l'Algérie au peuple palestinien», soulignant la portée de «ses positions dans les enceintes internationales». Cette reconnaissance turque conforte donc la place de l'Algérie comme un acteur diplomatique influent, en mesure de défendre une ligne fondée sur les principes, la justice internationale et le soutien aux peuples qui luttent pour leur indépendance.

M. N.

ACCUEIL OFFICIEL EXCEPTIONNEL ET HAUTE DISTINCTION POUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN TURQUIE

Dans le cadre de la visite officielle qu'il a effectuée à Ankara, un accueil officiel exceptionnel a été réservé au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, signe d'une volonté réelle d'inscrire les relations entre les deux pays dans une nouvelle dimension. Expression d'une haute considération qui lui a été réservée, le président de la République a également été décoré par le président turc de l'Ordre de l'Etat, qui est la plus haute distinction civile en Turquie décernée aux chefs d'Etat et aux familles royales, en consolidation des relations bilatérales avec la Turquie. De son côté, le président de la République a décoré le président de Turquie de la médaille Athir de l'Ordre du mérite national, ce qui reflète la volonté de renforcer aussi le rapprochement entre les deux pays dans les différents domaines.

Par ailleurs, lors de cette visite, qui a coïncidé avec le 81e anniversaire de l'une des étapes les plus douloureuses et les plus marquantes de la lutte anticoloniale, le Président turc a tenu à se recueillir à la mémoire des martyrs des massacres du 8 Mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata, que l'Algérie a commémoré hier. Enfin, comme dernière étape de sa visite, le président de la République a été chaleureusement accueilli par la communauté algérienne résidant en Turquie, dont un nombre important a afflué des différentes régions de ce pays hier matin devant sa résidence pour scander des slogans en l'honneur des réalisations stratégiques de l'Algérie, mises en avant sous sa conduite. Le président de la République a salué et serré la main à de nombreux membres de la communauté nationale qui lui a exprimé en retour son affection et son respect.

M. N.

L'AMBASSADEUR DE LA MISSION DE L'UE À ALGER L'A AFFIRMÉ

«L'Algérie, un partenaire essentiel pour l'Union européenne»

Pour l'ambassadeur de la Mission de l'Union européenne (UE) en Algérie, Diego Mellado Pascua, l'Algérie constitue «un partenaire essentiel pour l'Union européenne dans divers domaines de coopération, notamment le secteur énergétique», a souligné le diplomate jeudi dernier à Alger. Cette déclaration intervient au lendemain de la visite de la Commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Suica, effectuée les 4 et 5 mai, dans un contexte marqué par la volonté des deux parties de renforcer un partenariat jugé stratégique et porteur de nombreuses opportunités.



La coopération entre Alger et Bruxelles s'inscrit, selon les responsables européens, dans une logique «gagnant-gagnant», reposant sur des intérêts communs dans plusieurs secteurs-clés, allant de l'énergie aux investissements, en passant par la sécurité et l'éducation. Lors d'une conférence de presse, l'ambassadeur de l'Union européenne a insisté sur la nécessité «d'approfondir les relations politiques et économiques» entre l'Algérie et l'UE afin de transformer les potentialités existantes en projets concrets, notamment dans le domaine de l'investissement, rappelant que «la visite de la Commissaire européenne constitue une étape importante dans la consolidation de ce partenariat, en ouvrant la voie à de nouvelles pistes de coopération dans des secteurs variés tels que l'énergie, l'environnement, la transition énergétique, la sécurité et la coopération universitaire (...) pour donner un contenu plus opérationnel aux relations bilatérales et de renforcer les échanges économiques dans un cadre plus structuré».

«PLUSIEURS SECTEURS IDENTIFIÉS COMME PRIORITAIRES»

Le diplomate européen a également souligné que «cette visite permettra de mettre en avant auprès des investisseurs européens les opportunités économiques offertes par l'Algérie ainsi que l'évolution du climat des affaires dans le pays», indiquant que plusieurs secteurs ont été identifiés comme «prioritaires», notamment l'énergie, les infrastructures, le transport et les énergies renouvelables. Dans ce cadre, l'accent est particulièrement mis sur «les énergies propres et l'hydrogène vert, considérés comme des axes majeurs de la transition énergétique future».

En matière d'énergies renouvelables, Diego Mellado Pascua a mis en avant «le potentiel important de l'Algérie», notamment dans la perspective du projet de connexion énergétique entre l'Algérie et l'Europe, ainsi que l'exportation d'hydrogène vert à travers le projet du corridor SoutH2, affirmant que «ce type d'initiative illustre la volonté des deux parties de construire une coopération énergétique durable, fondée sur l'innovation et la complémentarité des ressources».

La coopération universitaire et scientifique figure également parmi les priorités du partenariat. L'ambassadeur a insisté sur «l'importance de renforcer les échanges entre établissements d'enseignement supérieur algériens et européens, à travers des programmes de mobilité, des stages et des projets de recherche conjoints». Ces initiatives pourraient permettre, selon lui, «de favoriser la circulation des étudiants entre les deux rives de la Méditerranée et de développer des compétences communes dans des domaines stratégiques»

Il convint de rappeler que la commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Suica, a tenu plusieurs réunions de haut niveau lors de sa visite en Algérie, notamment avec le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf, le ministre des Hydrocarbures Mohamed Arkab, le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables Mourad Adjal, et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, comme elle a rencontré des représentants du secteur privé, de la société civile, de la jeunesse et de la communauté diplomatique. Selon un communiqué de la délégation de l'UE à Alger, «ces échanges ont permis d'aborder les perspectives de coopération bilatérale et régionale dans le cadre du Pacte pour la Méditerranée».

APPROFONDIR ET ACCÉLÉRER LA COOPÉRATION DANS DES DOMAINES-CLÉS

La Commissaire européenne a réaffirmé que «l'Algérie est un partenaire stratégique-clé pour l'UE», jouant un rôle important dans la stabilité régionale, la sécurité énergétique et comme passerelle de coopération avec le continent africain, soulignant que «le partenariat recèle un potentiel considérable encore inexploité pour générer des bénéfices concrets et équilibrés pour l'UE et l'Algérie».

Dans ce cadre, les deux parties ont évoqué les possibilités d'approfondir la coopération dans des domaines tels que le commerce, les chaînes de valeur, l'énergie, la migration, la sécurité et le développement humain.

Sur le plan économique, l'importance d'un environnement des affaires «clair et prévisible» a été soulignée afin de stimuler davantage les investissements entre l'UE et l'Algérie.

Dans le domaine énergétique, la Commissaire a exprimé sa reconnaissance pour la fiabilité de l'Algérie en tant que fournisseur de gaz pour l'Europe. Elle a également mis en avant l'initiative trans-méditerranéenne pour les énergies renouvelables et les technologies propres (T-MED), qui vise à accélérer la transition vers les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, confirmant ainsi la place centrale de l'Algérie dans les ambitions énergétiques européennes.

Nadine Oumakhlouf

1er SOMMET DES PRÉSIDENTS DES PARLEMENTS MEMBRES ET PARTENAIRES L'APM

Alger plaide au Monténégro pour une Méditerranée plus équitable

Dans un contexte de redéploiement des équilibres diplomatiques en Méditerranée et en Afrique, la diplomatie parlementaire algérienne s'est illustrée jeudi dernier à Budva, au Monténégro, à l'occasion du 1er Sommet des présidents des Parlements membres et partenaires de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM). Sous l'orientation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, y a passé en revue les principes immuables qui structurent l'action extérieure du Parlement algérien, selon un communiqué de la chambre haute.

Dans l'allocution adressée aux participants, lue en son nom par Ahmed Bennai, membre du Conseil de la nation et de l'APM, Nasri a souligné que «l'institution parlementaire algérienne adopte une approche nationale constante fondée sur les orientations de la politique étrangère du pays», précisant que «cette ligne repose sur l'activation de la diplomatie proactive, le respect de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, ainsi que la lutte contre le colonialisme et le soutien aux droits des peuples à la liberté et à l'autodétermination», tout en mettant en avant l'élection de l'Algérie à la présidence du Parlement africain comme «une reconnaissance de son rôle croissant».

Dans la même intervention, le président du Conseil de la nation a appelé à intensifier les efforts pour relever les défis complexes du bassin méditerranéen, plaidant pour une approche collective, équitable et globale visant à mettre fin à «l'injustice subie à Ghaza et dans les territoires palestiniens occupés», tout en renforçant la sécurité régionale face au terrorisme et à la criminalité transnationale, non sans insister sur «la nécessité de promouvoir un développement durable fondé sur un partenariat économique équilibré entre les deux rives de la Méditerranée, basé sur des investissements mutuellement bénéfiques».

Le président du Conseil de la nation a également mis en avant le rôle central de la diplomatie parlementaire dans la consolidation de la paix et de la démocratie. S'appuyant sur des mécanismes tels que le dialogue, la médiation, la réconciliation et le règlement pacifique des différends, il a rappelé que «la mission des Parlements repose sur le renforcement de l'Etat de droit et l'application de la légalité internationale», soulignant que «cette diplomatie ne peut être efficace sans institutions démocratiques solides», évoquant «les prochaines élections législatives en Algérie et la nouvelle loi électorale visant à renforcer la démocratie participative».

Enfin, cette prise de position réaffirme la volonté de l'Algérie de consolider sa place dans la diplomatie parlementaire internationale, en s'appuyant sur une vision fondée sur la stabilité institutionnelle, le respect du droit international et la promotion du dialogue entre les peuples dans un espace méditerranéen en mutation dans un contexte de coopération renforcée régionale et de défis globaux partagés à relever ensemble et de façon durable.

N. O.

RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'INITIATIVE «MED9++»

Plaidoyer pour une coopération renforcée afin de garantir la sécurité alimentaire mondiale



Représentant le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, a pris part, jeudi dernier, à la réunion ministérielle de l'initiative «Med9++», tenue par visioconférence autour du thème : «Détroit d'Ormuz : accès aux engrais et sécurité alimentaire», a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'est tenue dans une conjoncture internationale marquée par la multiplication des tensions géopolitiques et par des préoccupations croissantes quant à la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales. En effet, la question de l'accès aux engrais, 6étroitement liée à la sécurité alimentaire, s'impose désormais comme un enjeu stratégique majeur pour de nombreux pays, en particulier ceux dont les économies demeurent fortement dépendantes des importations de matières premières, d'énergie et d'intrants agricoles.

Coprésidée par la République italienne et la République de Croatie, cette réunion a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération internationale face aux défis liés à la sécurité alimentaire mondiale, ainsi qu'à la nécessité de garantir la continuité des chaînes d'approvisionnement en énergie et en engrais. A cet égard, les participants ont mis en avant l'importance d'une coordination plus étroite entre les Etats, les organisations internationales et les partenaires régionaux afin d'anticiper les risques de perturbation et de prévenir leurs répercussions sur les marchés agricoles et alimentaires.

Par ailleurs, cette réunion a enregistré la participation de plusieurs ministres des Affaires étrangères de pays arabes, de l'Union européenne et des Balkans occidentaux, ainsi que de représentants de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de partenaires régionaux et internationaux. Cette large participation a permis d'ouvrir un espace de concertation et d'échange sur les réponses à apporter à une problématique qui dépasse désormais les cadres nationaux et régionaux pour revêtir une dimension mondiale.

Dans son intervention, Lounès Magramane a souligné que «la sécurité alimentaire ne saurait être appréhendée indépendamment de la disponibilité durable des engrais, lesquels constituent un facteur déterminant pour le maintien de la productivité agricole, l'amélioration des rendements et la stabilité des systèmes de production». A ce titre, il a insisté sur «la nécessité de promouvoir des investissements structurants dans ce secteur stratégique, tout en favorisant le renforcement des capacités nationales, le transfert de savoir-faire et l'échange d'expertises entre pays partenaires». En outre, le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères a relevé que «les mutations actuelles imposent une approche globale, fondée non seulement sur la sécurisation des flux commerciaux, mais également sur le développement de capacités de production locales et régionales». Selon lui, «l'enjeu consiste désormais à bâtir des mécanismes de coopération capables d'assurer une meilleure résilience face aux chocs internationaux, qu'ils soient géopolitiques, énergétiques ou climatiques». A cet égard, M. Magramane a évoqué la dynamique observée dans le secteur de l'énergie et des mines en Algérie grâce aux projets stratégiques engagés conformément aux hautes instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Il a indiqué que «ces projets démontrent la volonté des pouvoirs publics de consolider les capacités nationales de production, de valorisation et de transformation des ressources naturelles, tout en créant les conditions d'une contribution plus substantielle de l'Algérie à la sécurité économique et alimentaire régionale». Par ailleurs, il a rappelé que «l'Algérie a placé la diversification économique, la valorisation des ressources minières et le développement des filières industrielles à forte valeur ajoutée au cœur de ses priorités nationales». Il a ajouté que «cette orientation stratégique vise non seulement à renforcer l'autonomie économique du pays, mais aussi à lui permettre de répondre de manière plus efficace aux besoins croissants des marchés régionaux, notamment dans le domaine des engrais et des intrants indispensables à la production agricole». M. Magramane a également mis en avant «le rôle dynamique de l'Algérie en faveur des efforts de développement au niveau régional», soulignant que «la coopération solidaire, le partenariat mutuellement bénéfique et la complémentarité économique constituent des leviers essentiels pour relever les défis actuels».

Dans cette perspective, il a insisté sur «l'importance de garantir un accès sûr, régulier et durable à ces produits vitaux afin de préserver la sécurité alimentaire internationale et de soutenir les capacités de production agricole dans de nombreuses régions du monde». De toute évidenc, les travaux de cette réunion ont permis de réaffirmer la nécessité d'une mobilisation collective et d'une approche concertée face à des défis devenus globaux.

Les participants ont convenu que la sécurité alimentaire mondiale demeure indissociable de la stabilité des chaînes d'approvisionnement, de l'accès équitable aux ressources stratégiques et du renforcement de la coopération internationale. Dans ce cadre, l'Algérie a réitéré sa disposition à contribuer activement aux efforts communs visant à promouvoir la stabilité, la solidarité et le développement durable au service de la sécurité alimentaire mondiale.

Mustapha Kateb

La BID sélectionne 39 centres algériens d'excellence pour promouvoir la coopération Sud-Sud

La Banque islamique de développement (BID) a officiellement retenu 39 institutions algériennes comme centres de ressources et d'excellence dans le cadre d'une initiative destinée à renforcer la coopération et le partage d'expertises entre les pays du Sud. Cette annonce a été faite à Alger lors de la présentation du rapport national consacré à la cartographie des compétences et structures d'excellence en Algérie, selon un communiqué du ministère des Finances. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre des Finances et gouverneur de l'Algérie auprès du Groupe de la BID, Abdelkrim Bouzred, ainsi que de représentants de plusieurs départements ministériels et de partenaires internationaux du développement, parmi lesquels la Banque africaine de développement (BAD) et des agences relevant du système des Nations unies. Le rapport présenté à cette occasion a été élaboré par un cabinet d'études algérien mandaté par la BID. Il a permis d'identifier les capacités nationales dans plusieurs domaines stratégiques où l'Algérie dispose d'une expertise reconnue.

Les secteurs concernés couvrent notamment l'industrie, l'énergie et les mines, les infrastructures, le capital humain, l'innovation, ainsi que la résilience et le développement durable. Au terme d'un processus d'évaluation et de sélection jugé rigoureux, 39 organismes et institutions ont été classés comme « centres de ressources et d'excellence ». Ces structures pourront être sollicitées par la BID et d'autres partenaires internationaux pour accompagner des projets de développement dans différents pays membres. Le choix de ces institutions repose sur plusieurs critères liés à leurs compétences techniques, leurs expériences et leur capacité à contribuer à des programmes de coopération Sud-Sud. L'objectif est de permettre à ces structures de participer au renforcement des capacités des pays partenaires et de soutenir leurs stratégies de développement. Le ministère des Finances souligne que cette démarche constitue la première cartographie structurée de ce type réalisée en Algérie. Elle ouvre la voie à une meilleure valorisation des compétences nationales et à l'exportation du savoir-faire algérien vers d'autres pays du Sud.

Selon le communiqué, les conclusions du rapport révèlent un potentiel important permettant à l'Algérie de consolider sa place dans les dynamiques internationales de coopération et de développement. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des réunions annuelles du Groupe de la BID organisées en Algérie en 2025, marquées notamment par le lancement d'une plateforme dédiée à la coopération Sud-Sud.

Lors de son intervention, Abdelkrim Bouzred a estimé que cette initiative représente un levier stratégique pour renforcer la présence de l'Algérie sur la scène internationale et promouvoir son expertise dans plusieurs secteurs clés.

Rabah.N

81e ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

Abdelmadjid Tebboune : «Un génocide collectif contre des Algériens sans défense»

Quatre-vingt-un ans après les massacres du 8 Mai 1945, la question de la mémoire demeure au cœur du discours officiel, des historiens et de toute la nation.



Dans un message adressé à la nation à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l'attachement de l'Algérie à la préservation de la vérité historique et au devoir de transmission envers les nouvelles générations. Le Président a dénoncé avec force les crimes coloniaux perpétrés à Sétif, Guelma et Kherrata, tout en annonçant de nouvelles initiatives destinées à renforcer le travail de mémoire. Dans son message, le président Tebboune a qualifié les massacres du 8 mai 1945 de «l'un des plus atroces massacres et crimes de génocide contre l'humanité de l'époque moderne», estimant que ces événements tragiques représentent «une image empreinte d'une haine coloniale parmi les plus terribles qu'ait connues l'humanité» et traduisent «un mépris flagrant du droit à la vie». Le président de la République a également dénoncé les discours qui continuent de tenter de justifier la colonisation, affirmant que «les massacres du 8 mai 1945 furent un génocide collectif contre des Algériens sans défense, parmi lesquels des femmes et des enfants, sur leur propre terre et dans leur patrie». Rappelant l'ampleur de la tragédie, le président Tebboune a souligné que près de «45.000 martyrs» avaient été tués «sous les bombardements des canons et les attaques des blindés dans le sang-froid et la haine».

Evoquant les exactions commises durant cette période, Abdelmadjid Tebboune a cité «l'incendie de villages entiers», «les exécutions effroyables» ainsi que «les fosses communes à Sétif, Guelma et Kherrata», des scènes qui, selon le Président, «ne tomberont jamais dans l'oubli» et continueront «de poursuivre leurs auteurs de honte et d'infamie».

PROCHAIN LANCEMENT DE DEUX PROJETS POUR PRÉSERVER LA MÉMOIRE

Le président de la République a par ailleurs établi un lien direct entre ces massacres et le déclenchement de la Révolution de Novembre 1954. «Les martyrs de ces massacres tragiques furent le combustible qui a accéléré le déclenchement du glorieux 1er Novembre», a déclaré le Président, rappelant que «la répression coloniale avait contribué à porter la cause algérienne devant l'opinion internationale et les Nations unies».

Abordant le dossier de la mémoire, M. Tebboune a insisté sur la nécessité de construire des relations fondées sur «la vérité historique», loin de «toute glorification outrancière d'une période coloniale sombre et injuste», dénonçant «les discours extrémistes actuels prisonniers d'une nostalgie révolue et illusoire». Dans le cadre de la préservation de la mémoire nationale, le président Tebboune a annoncé avoir instruit le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit de lancer deux nouveaux projets.

Le premier concerne «l'organisation de rencontres nationales sur la mémoire et l'histoire», tandis que le second porte sur «la préparation d'un projet de loi relatif à la mémoire nationale». Le président de la République a enfin salué les différentes initiatives organisées chaque année dans les universités, les écoles et les espaces culturels afin de transmettre l'histoire nationale aux jeunes générations et de lutter contre l'oubli. Concluant son message, le président de la République a renouvelé l'engagement de l'Algérie envers les martyrs de la nation, affirmant que «nous renouvelons notre serment de préserver le legs et de servir la patrie et le peuple algérien dans une Algérie victorieuse, fière et digne».

Yanis Ait Lamara

LA MÉMOIRE CONTRE L'OUBLI ET LE... DÉNI !

L'Algérie ravive, quatre-vingt-un ans après les massacres du 8 Mai 1945, le devoir de mémoire autour de l'une des pages les plus tragiques de son histoire. Entre recueillement, transmission et affirmation de l'identité nationale, cette commémoration rappelle que «les crimes perpétrés à Sétif, Guelma, Kherrata et dans plusieurs autres régions du pays demeurent gravés dans la conscience collective comme le symbole d'une répression coloniale sanglante ayant précipité la marche vers l'indépendance». C'est dans cet esprit que l'Algérie a commémoré, hier, la Journée nationale de la Mémoire marquant le 81e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, une date profondément ancrée dans l'histoire nationale et dans la mémoire collective du peuple algérien. Plus de huit décennies après ces événements tragiques, les blessures restent vives tant l'ampleur des crimes commis par la puissance coloniale française continue de susciter douleur et indignation. Alors que le monde célébrait, ce jour-là, la victoire contre le nazisme et la fin de la Seconde Guerre mondiale, des milliers d'Algériens étaient descendus dans les rues pour réclamer pacifiquement leur droit à la liberté et à l'autodétermination. A Sétif, Guelma, Kherrata et dans plusieurs autres villes, les manifestants arboraient le drapeau national et rappelaient à la France ses promesses faites aux Algériens ayant participé à l'effort de guerre sur les différents fronts. Mais ces revendications pacifiques furent accueillies par une répression d'une violence inouïe. Le meurtre du jeune Saâl Bouzid, tombé sous les balles pour avoir refusé de baisser le drapeau national, marqua le début d'une campagne sanglante menée par les autorités coloniales. Les forces de police, appuyées par l'armée française, engagèrent des opérations de répression massives mobilisant aviation, artillerie et unités terrestres contre des populations civiles sans défense. aLes massacres prirent rapidement une dimension effroyable. Des villages furent incendiés, des familles entières exterminées et des milliers de corps jetés dans des puits ou des grottes afin d'effacer les traces des crimes. A Guelma notamment, des fours à chaux furent utilisés pour faire disparaître les dépouilles des victimes. Cette violence extrême révéla au grand jour la réalité du système colonial et fit tomber le masque de la prétendue «mission civilisatrice» revendiquée par la France coloniale. Ces événements ont profondément bouleversé la conscience nationale. Pour de nombreux historiens, le 8 mai 1945 constitue un tournant décisif dans l'histoire du mouvement national algérien. Les illusions d'une évolution pacifique sous domination coloniale se dissipèrent définitivement après les massacres. Les différentes forces politiques comprirent alors que l'indépendance ne pourrait être obtenue que par la lutte armée.

POINT DE DÉPART DU DÉCLENCHEMENT DE LA GLORIEUSE RÉVOLUTION

Ainsi, cette tragédie est considérée comme «l'étincelle ayant préparé le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954». Le sang versé durant ces massacres forgea une nouvelle génération de militants et de combattants déterminés à mettre fin à plus d'un siècle de colonisation. Dans la mémoire collective algérienne, le 8 mai 1945 demeure donc à la fois une blessure profonde et le symbole de la naissance d'une conscience révolutionnaire irréversible.

La commémoration de cette Journée nationale de la Mémoire traduit également l'attachement de l'Algérie à la préservation de son histoire et à la transmission des sacrifices consentis pour l'indépendance. Les autorités algériennes considèrent le dossier de la mémoire comme un élément central de l'identité nationale et un rempart contre l'oubli. A ce propos, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a toujours réaffirmé «l'importance de défendre cette mémoire nationale face aux tentatives de négation ou de minimisation des crimes coloniaux», soulignant que «l'Algérie ne saurait en aucun cas accepter à ce que le dossier de la mémoire soit relégué à l'oubli et au déni», insistant sur la nécessité de préserver la vérité historique pour les générations futures.

INTÉGRER CETTE PAGE SOMBRE DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES FRANÇAIS

Le président de la République a également affirmé que «le peuple algérien, qui a su jadis transformer souffrances et sacrifices en gloires, ne verra pas son élan freiné par la rudesse des défis», rappelant ainsi la capacité du peuple algérien à puiser dans son histoire les ressources nécessaires pour défendre sa souveraineté et son unité nationale. Aujourd'hui encore, les massacres du 8 mai 1945 demeurent au cœur des revendications mémorielles en Algérie et en France.

De nombreuses voix françaises, issues du monde politique, académique et associatif, réclament une reconnaissance officielle de ces massacres comme crime d'Etat. Des historiens, parlementaires et organisations de défense des droits humains plaident également pour une ouverture totale des archives et pour l'intégration de cette page sombre dans les programmes scolaires français. Ces appels traduisent une volonté croissante de faire émerger une lecture plus lucide du passé colonial, rappelant que «la réconciliation mémorielle ne peut se construire sans vérité historique ni reconnaissance des souffrances endurées par le peuple algérien».

Y.A.L.

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE L'A SOULIGNÉ À PARTIR DE SÉTIF

«La mémoire nationale, un moteur de l'édification de la nation»

Le souvenir des massacres du 8 mai 1945 continue d'occuper une place centrale dans la conscience nationale algérienne. Plus de huit décennies après ces événements sanglants perpétrés par le colonialisme français à Sétif, Guelma et Kherrata, la mémoire collective demeure un pilier du discours national, associée à la préservation de l'identité, à la transmission de l'Histoire et à la construction de l'avenir.



C'est dans ce contexte chargé de symboles que le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a présidé jeudi dernier à Sétif les cérémonies officielles de commémoration de la Journée nationale de la Mémoire marquant le 81e anniversaire de ces massacres ayant causé la mort de plus de 45.000 Algériens.

Depuis Sétif, ville emblématique de cette tragédie historique, le ministre a insisté sur «l'importance de la mémoire nationale en tant que moteur de l'édification de la nation». Devant les autorités locales, les représentants de la famille révolutionnaire et de nombreux citoyens,

Abdelmalek Tacherift a souligné «la nécessité pour les jeunes générations de s'approprier cette mémoire afin de participer à la construction du pays», affirmant que les jeunes «doivent se consacrer à la construction de l'avenir en faisant de la mémoire nationale un moteur de développement et de construction d'un avenir radieux».

Le ministre a rappelé que «la commémoration du 8 mai 1945 constitue avant tout une occasion de rendre hommage à ces martyrs qui ont sacrifié leur vie pour que les Algériens vivent dignes et libres dans leur pays». Revenant sur la portée historique de ces événements, il a affirmé que «cette date reste profondément ancrée dans la mémoire nationale en raison des crimes commis contre des civils algériens sans défense dans plusieurs régions du pays».

Abdelmalek Tacherift a également estimé que ces massacres ont représenté un tournant décisif dans l'histoire contemporaine de l'Algérie. Selon lui, le 8 mai 1945 a «ouvert la voie à la glorieuse Révolution de Novembre 54 et constitué une base fondamentale pour le recouvrement de la souveraineté nationale», ajoutant que l'Algérie commémore aujourd'hui cette date «pour exprimer notre fidélité aux cohortes de Martyrs qui sont tombés pour que l'Algérie vive libre et indépendante», rappelant que la mémoire nationale est «profondément enracinée dans l'Histoire».

En marge des cérémonies commémoratives, le ministre a procédé à la pose de la première pierre de plusieurs projets éducatifs portant les noms de chouhada, notamment un Collège d'enseignement moyen (CEM) «Chahid Mahfoud Tacherift» ainsi qu'une école primaire, comme il a également donné le coup d'envoi des travaux du CEM «Chahid Messaoud Mehenni» au chef-lieu de wilaya et pour la réalisation d'un nouveau marché couvert au centre-ville de Sétif, destiné à remplacer l'ancienne structure détruite par un incendie en août 2022. Une «caravane de la mémoire» devait également être lancée afin de renforcer le travail de transmission historique auprès des nouvelles générations.

Yanis Ait Lamara

LE PRÊCHE DU VENDREDI CONSACRÉ AUX MASSACRES DU 8 MAI 1945

Le prêche du vendredi, hier, a été consacré à la Journée nationale de la Mémoire, qui commémore les massacres du 8 mai 1945, durant lesquels des milliers d'Algériens ont été victimes de la répression coloniale lors des manifestations réclamant l'indépendance. Les imams ont rappelé «la gravité de cette tragédie historique et son impact profond sur mémoire collective nationale», soulignant «l'importance de préserver ce souvenir afin de transmettre aux jeunes générations la vérité sur les sacrifices consentis pour la liberté». Le prêche a également insisté sur «le devoir de fidélité envers les martyrs et sur la nécessité de renforcer l'unité nationale face aux défis contemporains».

Les fidèles ont été invités «à méditer sur ces événements douloureux» et «à en tirer des leçons pour consolider les valeurs de solidarité, de justice et d'appartenance». Cette démarche spirituelle contribue à entretenir la conscience historique et à renforcer le lien entre passé et présent. La veille, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a organisé à Alger une journée d'étude intitulée «8 mai... de la tragédie à la liberté». Cette rencontre, présidée par le ministre Youcef Belmehdi, s'inscrit dans les efforts visant à préserver la mémoire collective et à transmettre aux jeunes générations les sacrifices consentis pour l'indépendance nationale. Dans son allocution, le ministre a souligné que «cette commémoration représente un devoir moral et national envers les générations futures», affirmant que «les massacres du 8 mai 1945, perpétrés à Sétif, Guelma et Kherrata, constituent l'une des pages les plus douloureuses de l'histoire algérienne, rappelant les crimes commis durant 132 années de colonisation française».

Youcef Belmehdi a également indiqué que cette date historique avait dévoilé «le caractère fallacieux des promesses du colonialisme français», marquant ainsi un tournant décisif dans le parcours de la lutte nationale. Selon lui, «les événements du 8 mai 1945 demeurent une source d'inspiration pour les valeurs de fidélité, de sacrifice et d'attachement à la patrie».

Placée sous le slogan «Un peuple qui s'est sacrifié... et a triomphé», cette journée d'étude a réuni enseignants, chercheurs et imams autour de conférences consacrées aux étapes majeures ayant conduit au recouvrement de la souveraineté nationale.

Y.A.L.

REPÈRE

8 MAI 1945 : MÉMOIRE, RUPTURE COLONIALE ET EXIGENCE DE VÉRITÉ

Quatre-vingt-un ans après les massacres du 8 mai 1945, l'Algérie continue de porter cette date comme une blessure vive et une vérité fondatrice. Sétif, Guelma et Kherrata ne désignent pas seulement des lieux, mais des cicatrices ouvertes dans la conscience nationale. Ces lieux incarnent un moment où l'Histoire bascule, où la promesse de liberté se heurte à la violence systémique d'un ordre colonial décidé à se maintenir par la force.

Ce jour-là, alors que l'humanité célébrait la fin de la Seconde Guerre mondiale, la victoire contre le nazisme et proclamait ses idéaux de liberté et de justice, des milliers d'Algériens sont abattus pour avoir exprimé pacifiquement une revendication universelle.

Il ne s'agit pas d'une simple répression, mais d'une démonstration méthodique de violence égrenant exécutions sommaires, bombardements de villages, incendies organisés, disparitions forcées et fosses communes. Cette brutalité révèle la nature d'un système colonial fondé sur la domination et la négation de l'humanité de l'autre.

Dans la mémoire algérienne, ces événements ne constituent pas un épisode isolé. Ils représentent un crime colonial majeur, qualifié aujourd'hui de crime contre l'humanité, voire de génocide.

Les faits sont sacrés et éloquents, toute une population civile désarmée est frappée avec une extrême violence, dans une tentative d'effacement physique et symbolique. Le 8 mai 1945 marque un tournant décisif dans le mouvement national algérien. L'illusion d'une évolution pacifique dans le cadre colonial se brise dans le sang. De cette rupture naît une conscience nouvelle, plus lucide et plus déterminée, qui prépare la Révolution du 1er Novembre 1954.

Aujourd'hui, le devoir de mémoire ne peut se limiter à une commémoration rituelle. Il constitue une exigence politique, culturelle et morale. Préserver cette mémoire, c'est refuser l'oubli et le déni. C'est aussi s'opposer aux récits qui minimisent ou justifient la violence coloniale. Cette mémoire est un pilier de l'identité nationale et une boussole pour la conscience collective. Elle doit être transmise avec rigueur, intégrée aux programmes éducatifs, portée par la recherche historique et nourrie par les archives et les témoignages. Elle suppose également une politique de vérité fondée sur l'ouverture des sources et la reconnaissance des faits. Une nation qui maîtrise son histoire renforce sa souveraineté intellectuelle et morale. Le 8 mai 1945 dépasse ainsi le simple souvenir. Il rappelle que l'unité nationale s'est forgée dans l'épreuve, que la dignité s'est construite dans le sacrifice et que la liberté a été conquise. Cette mémoire engage le présent et l'avenir. Elle impose une vigilance face aux tentatives de réécriture et aux discours de relativisation. Elle exige enfin une reconnaissance pleine de cet épisode, y compris dans la relation franco-algérienne à la mémoire coloniale.

La question mémorielle dépasse le cadre national. Elle appelle un traitement rigoureux, fondé sur les faits. La reconnaissance des massacres, l'ouverture des archives sont des conditions essentielles pour construire une mémoire lucide et partagée, fondée sur la vérité historique et non sur l'oubli. Il ne s'agit pas d'alimenter une confrontation mémorielle sans issue, mais de créer les bases d'un rapport apaisé et honnête au passé, dans lequel la connaissance historique sert la compréhension mutuelle et non la négation ou la déformation de la réalité.

S. A.

TIMIMOUN

Lancement de la généralisation du référentiel national d'adressage

La wilaya de Timimoun s'apprête à franchir une nouvelle étape dans la modernisation de la gestion territoriale avec le lancement du projet de généralisation du Référentiel national d'adressage (RNA). Une enveloppe financière de plus de 110 millions de dinars a été mobilisée dans le cadre du budget de fonctionnement des collectivités locales pour l'exercice 2026 afin d'assurer la mise en œuvre de cette opération à travers l'ensemble du territoire de la wilaya.



L'annonce rapportée par l'APS, émane de la directrice générale de la gouvernance au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et présidente de la commission nationale d'adressage, Amel Djouamâa, à l'occasion de la clôture des ateliers de formation consacrés à ce projet stratégique. Dans une déclaration à l'APS, Mme Djouamâa a indiqué que cette visite s'inscrit dans le cadre des préparatifs techniques et organisationnels précédant le lancement officiel du RNA dans la wilaya. Elle a souligné que ces ateliers ont été organisés pour accompagner les cadres et responsables locaux chargés de l'adressage au niveau des communes et des daïras, afin de leur permettre de maîtriser les différentes étapes du projet.

Les sessions de formation ont été encadrées par des experts spécialisés dans les systèmes d'information géospatiale et les technologies de cartographie numérique. Elles ont porté sur les méthodes de dénomination des rues, quartiers, édifices publics et équipements administratifs, ainsi que sur les techniques de numérotation normalisée des habitations et des infrastructures. Les participants ont également été formés aux procédures de numérisation des données d'adressage et à leur intégration dans une plateforme géospatiale nationale destinée à centraliser les informations et à assurer une meilleure gestion des territoires.

Le programme du RNA repose sur plusieurs phases successives. La première concerne l'identification et la dénomination des artères, bâtiments publics et entreprises. La deuxième étape porte sur l'attribution des numéros et la structuration des données d'adressage. Enfin, la troisième phase vise la numérisation complète des informations et leur insertion dans des supports cartographiques intelligents permettant une localisation précise et uniforme.

Timimoun devient ainsi la première wilaya parmi les six programmées en 2026 à entamer la généralisation du projet. Cette nouvelle étape intervient après une phase pilote menée dans plusieurs wilayas, notamment Alger, Oran, Constantine, Ouargla, Bouira et Sidi Bel-Abbès. Cette expérience a permis l'établissement de plus de 1,1 million d'adresses officielles géolocalisées et harmonisées à l'échelle nationale. Le projet du Référentiel national d'adressage est le résultat d'une coordination entre plusieurs secteurs et organismes publics, dont les ministères de la Défense nationale, de la Poste et des Télécommunications, des Moudjahidine et Ayants droit, ainsi que l'Agence spatiale algérienne.

Les autorités considèrent ce dispositif comme un outil essentiel pour améliorer la gouvernance locale, faciliter les services administratifs, renforcer la gestion urbaine et soutenir la transition numérique des collectivités territoriales.

M. H.

ALGER

Modernisation de la capitale et grands projets de développement en cours

Le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a réaffirmé jeudi la poursuite des efforts engagés pour la réalisation des projets structurants destinés à moderniser la capitale et à améliorer son attractivité, dans le respect des délais fixés et des normes en vigueur, afin de la hisser au rang des grandes métropoles internationales. Présidant les travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), M. Rabehi a souligné que, dans le cadre de la dynamique nationale de développement, la wilaya d'Alger continue de mettre en œuvre un ensemble de projets ambitieux inscrits dans une vision stratégique globale. Celle-ci repose sur quatre grands plans de développement mobilisant l'ensemble des secteurs concernés, avec pour objectif d'améliorer le cadre de vie des citoyens et de moderniser durablement la capitale. Il a précisé que l'ensemble des projets en cours fait l'objet d'un suivi rigoureux afin de garantir leur réalisation dans les délais impartis et conformément aux standards internationaux. L'achèvement de ces programmes, a-t-il ajouté, permettra de donner à Alger une nouvelle image, renforçant son attractivité touristique et culturelle et consolidant sa position parmi les grandes capitales mondiales. Abordant le secteur de l'éducation, le wali a évoqué les préparatifs liés aux examens nationaux du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat. La wilaya d'Alger compte près de 174.000 candidats répartis sur 518 centres d'examen. Il a assuré que toutes les dispositions organisationnelles et logistiques ont été prises afin de garantir le bon déroulement de ces échéances scolaires importantes. Concernant la saison estivale 2026, M. Rabehi a indiqué que la capitale a engagé la mise en œuvre d'un programme intégré élaboré en coordination avec les membres de l'APW et les Assemblées populaires communales. Ce programme vise l'aménagement des plages, des espaces de détente et des forêts urbaines, dans le but d'améliorer la qualité des services offerts aux estivants et de renforcer la vocation touristique d'Alger, aussi bien pour les visiteurs nationaux qu'étrangers.

Parallèlement, un programme d'animation diversifié a été mis en place, comprenant des activités sportives, culturelles et de jeunesse organisées dans les espaces publics, les plages et les infrastructures culturelles de la wilaya. Le wali a également annoncé que la capitale accueillera deux événements sportifs majeurs en 2026, à savoir la 3e édition du Festival d'Alger des sports et la 3e édition de la course urbaine « Algiers Urban Trail », avec la participation attendue de plus de 10.000 sportifs algériens et étrangers. Enfin, il a fait savoir que des travaux de réhabilitation et de modernisation ont été engagés au niveau de Riadh El-Feth afin d'en faire un pôle culturel et de loisirs de référence. La wilaya sera également renforcée par la réalisation de huit nouvelles piscines, destinées à améliorer les infrastructures de proximité au service des citoyens.

R.R/APS

LE PROJET FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET AU CENTRE D'UNE RÉUNION DE COORDINATION

Les préparatifs liés à la réalisation de la future ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset ont été au cœur d'une réunion de la haute commission interministérielle chargée du suivi du projet. Cette rencontre, présidée par le ministre Abdelkader Djellaoui, a réuni des représentants de plusieurs secteurs ministériels concernés par ce chantier stratégique, notamment les Finances, l'Intérieur, les Transports, l'Industrie, l'Agriculture, l'Énergie, l'Hydraulique ainsi que les services techniques relevant des Travaux publics et des Infrastructures de base.

Le projet porte sur la réalisation d'une ligne ferroviaire traversant plusieurs wilayas du sud du pays, notamment Laghouat, Ghardaïa, El-Meniaa, In Salah et Tamanrasset. Les discussions ont principalement porté sur les mesures préalables nécessaires au lancement effectif des travaux et sur l'état d'avancement des procédures administratives et techniques. Les participants ont notamment examiné les démarches relatives à la mise à disposition des assiettes foncières destinées à accueillir les différentes infrastructures du projet. Les contraintes rencontrées sur le terrain, ainsi que les difficultés potentielles susceptibles de retarder le démarrage ou l'avancement des travaux, ont également été abordées au cours de la réunion.

Selon le communiqué du ministère, l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer le traitement des obstacles identifiés afin de garantir le respect des délais et de favoriser le lancement rapide des différentes phases du chantier.

Les échanges ont aussi souligné l'importance d'une coordination étroite entre les différents secteurs impliqués pour assurer la réussite de ce projet d'envergure nationale, considéré comme un levier majeur pour le développement économique et l'amélioration des infrastructures de transport dans les régions du sud du pays.

R. R.

SÉTIF

Un nouveau centre de transfusion sanguine pour l'établissement de lutte contre le cancer

Un nouveau centre de transfusion sanguine a été mis en service au sein de l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) de lutte contre le cancer de la wilaya, dans le cadre du renforcement des capacités médicales destinées aux patients nécessitant des soins lourds et des interventions spécialisées. Cette structure a été inaugurée mardi à l'occasion des activités commémoratives marquant la Journée nationale de la mémoire du 8 mai 1945, selon la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya.



La responsable du bureau de l'information et de la communication de la DSP, Rima Boussouar, a indiqué à l'APS, que ce centre constitue la deuxième structure spécialisée de ce type dans la wilaya de Sétif. Sa création vise à assurer une disponibilité permanente et sécurisée du sang et de ses dérivés au profit des malades hospitalisés, notamment ceux suivis pour des pathologies cancéreuses nécessitant des transfusions régulières. Le nouveau centre est destiné à répondre aux besoins des différents services de l'EHS, en particulier les unités de chirurgie oncologique, d'anesthésie-réanimation, de soins intensifs, d'oncologie médicale, de radiothérapie et de médecine transfusionnelle. Grâce à des équipements spécialisés, la structure permettra non seulement de collecter et conserver le sang, mais aussi d'en assurer l'analyse biologique, la séparation des composants et leur distribution dans des conditions conformes aux normes de sécurité sanitaire. Selon la même responsable, cette réalisation représente un appui important pour améliorer la qualité de la prise en charge des patients atteints de cancer, notamment dans les situations d'urgence où la rapidité de disponibilité du sang peut être déterminante. Le centre contribuera également à réduire les délais d'intervention et à renforcer l'autonomie de l'établissement hospitalier en matière de transfusion sanguine.

Un montant de 43 millions de dinars a été mobilisé pour la réalisation et l'équipement de cette structure, dans le cadre du budget de fonctionnement de l'EHS pour les exercices 2024 et 2025. Les autorités sanitaires considèrent cet investissement comme une étape importante dans la modernisation des infrastructures médicales dédiées à la lutte contre le cancer dans la région.

La DSP a rappelé qu'au cours de l'année hospitalière 2025, pas moins de 1.163 opérations de transfusion sanguine ont été effectuées au sein de l'établissement spécialisé de lutte contre le cancer de Sétif, ce qui illustre l'importance croissante des besoins dans ce domaine et la nécessité de disposer d'équipements performants pour assurer la continuité des soins.

R. R.

OULED DJELLAL

Plus d'un milliard de dinars pour la réhabilitation des routes

Une enveloppe financière dépassant un milliard de dinars a été consacrée cette année à la réhabilitation des routes nationales et des chemins de wilaya dans la wilaya d'Ouled Djellal, a indiqué mercredi le directeur des travaux publics.

Dans une déclaration à l'APS, Abdelhakim Mechehat a précisé que ce programme comprend la réhabilitation de cinq kilomètres de la RN-46 A, ainsi que la réalisation d'un ouvrage d'art sur cette même route et d'un autre sur la RN-46. Des travaux de maintenance du réseau des routes nationales, de signalisation horizontale et des expertises techniques concernant les ouvrages d'art des RN-46 A et RN-116 sont également prévus, pour un montant global estimé à 207 millions de dinars.

Le responsable a ajouté que plusieurs opérations sont en cours concernant les chemins de wilaya, notamment la réhabilitation des CW-60 et CW-4A, l'entretien de quatre ouvrages d'art, la protection des accotements et la réalisation de trois expertises techniques supplémentaires. Ces projets représentent une enveloppe de 820 millions de dinars.

La wilaya dispose d'un réseau routier totalisant 1.483 kilomètres, répartis entre 113,8 km de routes nationales, 308 km de chemins de wilaya et 1.061 km de chemins communaux, a-t-on rappelé.

APS

AÏN TÉMOUCHENT

Cinq nouveaux silos pour renforcer le stockage des céréales

La wilaya s'apprête à renforcer ses capacités de stockage des récoltes céréalières avec la réception prochaine de cinq nouveaux silos, destinés à accompagner la campagne agricole en cours, a indiqué jeudi le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi. Lors d'une réunion du conseil exécutif de wilaya qu'il a présidée, le chef de l'exécutif local a précisé que ces infrastructures sont en phase finale de réalisation et seront prochainement mises en service. Elles sont réparties entre plusieurs communes, à savoir Oued Sabah, Tamzoura, El Hassasna, Sidi Benadda et Terga. Selon le wali, ces nouveaux équipements permettront de renforcer de manière significative les capacités de stockage de la production céréalière, notamment durant la campagne de moisson-battage de l'année en cours. Ils contribueront également à améliorer l'organisation de la collecte et à limiter les pertes après récolte. Dans ce cadre, M. Ouled Abdennebi a appelé les responsables du secteur agricole à sensibiliser et orienter les producteurs vers les coopératives de céréales et de légumes secs des wilayas d'Aïn Témouchent et de Hammam Bouhadjar, afin d'assurer une meilleure prise en charge de leurs récoltes.

Par ailleurs, la superficie consacrée aux opérations de labours-semailles pour la campagne agricole 2025/2026 a atteint 52.915 hectares, selon les données présentées lors de la réunion. Les services agricoles estiment qu'une hausse de la production céréalière est attendue cette année, soutenue par des conditions climatiques jugées favorables, notamment grâce à une pluviométrie satisfaisante.

Les services agricoles, en coordination avec les coopératives concernées, poursuivent leurs efforts pour mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires afin d'assurer le bon déroulement de la campagne de moisson-battage et garantir une meilleure gestion des récoltes sur l'ensemble du territoire de la wilaya.

R.R/APS

TINDOUF

Campagne de sensibilisation aux risques estivaux

Les services de la Protection civile de la wilaya ont lancé, jeudi, une campagne de sensibilisation dédiée à la prévention des risques liés à la saison estivale. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme national visant à renforcer la sécurité des citoyens et à réduire les accidents durant la période des fortes chaleurs, selon des responsables de l'institution, cités par l'APS. Pour mener cette opération, des équipes de la Protection civile ont été déployées au niveau de l'unité sectorielle de la commune d'Oum El Assel ainsi qu'au centre avancé du village de Hassi Khebi. Ces agents participent à une caravane de sensibilisation destinée aux habitants de ces localités, mais également aux usagers de la route nationale RN50, un axe particulièrement fréquenté en été en raison de l'augmentation du trafic. Le chargé de la communication auprès de la Protection civile, le capitaine Abdennacer Moussaoui, a indiqué que cette campagne vise à informer et alerter les citoyens sur les principaux dangers saisonniers. Parmi eux figurent les accidents de la circulation, les incendies de forêts, de récoltes agricoles et de palmeraies, ainsi que les risques de noyade dans les retenues d'eau, particulièrement dangereux pour les enfants et les jeunes. L'opération met également l'accent sur la promotion des comportements préventifs à adopter en période estivale. Des conseils pratiques sont diffusés afin d'aider les citoyens à mieux réagir face aux situations d'urgence et à connaître les procédures à suivre pour signaler rapidement tout incident ou danger. En complément des actions de terrain, la campagne prévoit un renforcement de la sensibilisation à travers les réseaux sociaux, dans le but d'élargir la portée du message et de toucher le plus grand nombre possible de citoyens. Cette démarche vise à instaurer une véritable culture de prévention et à réduire les risques liés aux activités estivales dans la région.

R. R.

JIJEL

Plusieurs formations pour améliorer les performances des agriculteurs

La Chambre de l'agriculture de Jijel a élaboré un programme de formation destiné aux agriculteurs de plusieurs filières afin d'améliorer leurs performances et de promouvoir de nouvelles pratiques agricoles, a indiqué mercredi son président, Toufik Baka. Ce programme vise à renforcer les compétences des agriculteurs à travers la présentation de techniques modernes et d'expériences agricoles susceptibles d'être adoptées localement, a précisé le même responsable à l'APS. Selon la même source, les formations prévues porteront notamment sur l'itinéraire technique de la culture de l'arachide, l'identification et le traitement des maladies des arbres fruitiers, la protection des oliviers, ainsi que la culture du safran et des agrumes. Le programme comprend également des sessions consacrées à la production de compost. Les cycles de formation seront organisés au Centre de formation des agents techniques spécialisés des forêts de Kessir, dans la commune d'El Aouana. Ils seront encadrés par des experts spécialisés dans les différents domaines concernés, a ajouté la même source.

APS

RACHID KORAÏCHI EXPOSE À ALGER «LES CHEMINS D'ÉLÉVATION», UN VOYAGE ENTRE ART, MÉMOIRE ET SPIRITUALITÉ

Une exposition de lithographies de l'artiste plasticien Rachid Koraïchi a été inaugurée jeudi à la galerie «Le Bronze» du Musée public national des Beaux-Arts d'Alger, à l'occasion du Mois du Patrimoine, célébré cette année sous le slogan «Notre patrimoine... Notre civilisation».



Visible jusqu'au 30 juin prochain, cette exposition intitulée «Rachid Koraïchi... Les Chemins d'élévation» est organisée par le Musée public national d'art moderne et contemporain (MAMA), en collaboration avec le Musée public national des Beaux-Arts d'Alger, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts. Elle a été inaugurée en présence de plusieurs artistes ainsi que des directrices des deux institutions muséales, Samira Younsi et Dalila Orfali. L'exposition réunit près de 80 lithographies originales, profondément inspirées de la pensée soufie, qui mettent en lumière l'univers singulier de Rachid Koraïchi. L'artiste y explore les liens subtils entre spiritualité, mémoire et langage visuel, dans une œuvre où le signe devient méditation et espace de réflexion.

Dans une démarche à forte portée symbolique, l'exposition rend hommage aux «Maîtres invisibles», une série de figures majeures du soufisme ayant marqué l'histoire spirituelle et intellectuelle, parmi lesquelles Rabia El-Adawiyya, figure de l'amour divin absolu, Jalaleddine El-Roumi et son chant de l'âme universelle, Mohieddine Ibn Arabi, penseur de l'unité de l'être, ainsi qu'Abdelkader El-Jilani, considéré comme le «Sultan des Saints».

L'ensemble propose une véritable expérience esthétique et introspective, où l'art devient espace de contemplation et de dialogue entre cultures et sensibilités. Les œuvres invitent le visiteur à ralentir le regard grâce à la technique du «miroir», fondée sur l'inversion de l'écriture, qui suspend la lecture immédiate et ouvre la voie à une perception méditative des formes et des signes.

Dans cette exploration qualifiée de métaphysique, l'artiste associe alphabet arabe, caractères amazighs, symboles talismaniques, glyphes mystiques et idéogrammes personnels, construisant un langage universel où l'écriture dépasse sa fonction sémantique pour devenir rythme, forme et présence.

Cette recherche plastique s'exprime à travers une grande diversité de matériaux, allant du bronze à la céramique, en passant par le textile et la soie. La scénographie immersive met en valeur des étoffes traversées de couleurs symboliques — bleu, jaune, rouge, vert ou violet — qui instaurent une atmosphère chargée de mémoire et de résonances spirituelles. Chaque teinte porte une signification particulière, le bleu évoquant la profondeur intérieure, tandis que le jaune renvoie à la lumière et à la quête de connaissance.

Au-delà de sa dimension esthétique, l'œuvre de Rachid Koraïchi s'inscrit dans une démarche humaniste et mémorielle, comme en témoignent plusieurs projets majeurs, dont Le Jardin de l'Afrique, mémorial dédié à la dignité humaine, ainsi que ses collaborations littéraires avec de grandes figures de la poésie, notamment Mahmoud Darwich dans «Une Nation en exil».

L'exposition «Les Chemins d'élévation» propose ainsi une lecture contemporaine de l'œuvre de cet artiste majeur, tout en célébrant un patrimoine artistique profondément ouvert sur l'universel.

Né en 1947 à Aïn Beïda dans une famille de lettrés et imprégnée de tradition soufie, Rachid Koraïchi s'est formé aux Beaux-Arts d'Alger avant de poursuivre ses études en France. Son œuvre, qui dépasse les codes de la calligraphie classique, construit une véritable «cosmogonie des signes», lui valant une reconnaissance internationale et de nombreuses distinctions, dont le Prix Jameel du Victoria and Albert Museum en 2011. Aujourd'hui, ses créations figurent dans plusieurs grandes collections muséales à travers le monde.

APS

RENCONTRE CONSACRÉE AUX MASSACRES DU 8 MAI 1945

LE CINÉMA AU SERVICE DE LA MÉMOIRE NATIONALE

A l'occasion de la Journée nationale de la mémoire commémorant les Massacres du 8 mai 1945, une rencontre dédiée aux liens entre cinéma, histoire et mémoire collective a été organisée jeudi à Alger, mettant en lumière le rôle du septième art dans la transmission du passé national aux nouvelles générations. Accueillie à la Cinémathèque algérienne, cette rencontre a été initiée par le Centre algérien de la cinématographie (CAC), en collaboration avec Université d'Alger 2. Chercheurs, universitaires, critiques de cinéma, étudiants et professionnels du secteur y ont pris part pour débattre de la place du cinéma dans la sauvegarde de la mémoire nationale et la valorisation de l'histoire algérienne.

Dans son intervention, le directeur du CAC, Adel Mekhalfia, a souligné que le cinéma demeure l'un des moyens les plus puissants pour documenter l'histoire et transmettre les récits fondateurs de la nation. Il a appelé les scénaristes, réalisateurs et producteurs à accorder davantage d'intérêt aux épisodes marquants de la Révolution algérienne afin d'enrichir la filmographie historique nationale et de préserver les témoignages du combat pour l'indépendance. Il a également rappelé les accords de coopération conclus entre le CAC et plusieurs universités ainsi que des instituts spécialisés, expliquant que cette démarche vise à impliquer les étudiants et les jeunes chercheurs dans le travail de préservation de la mémoire collective, tout en les sensibilisant à l'importance du patrimoine audiovisuel national.

Le critique de cinéma Ahmed Bedjaoui, auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire du cinéma algérien, a pour sa part insisté sur le rôle du septième art dans la réappropriation culturelle et la reconstruction de la mémoire nationale. Selon lui, le cinéma algérien a toujours constitué un espace de résistance, de témoignage et de transmission des valeurs historiques et identitaires.

De son côté, l'universitaire Allal Bitour est revenu sur le contexte historique des massacres du 8 mai 1945, évoquant les violences coloniales perpétrées à Sétif, Guelma et Kherrata. Reprenant une célèbre expression de l'écrivain Kateb Yacine, il a qualifié cette tragédie de «tragédie muette», soulignant l'importance de la recherche historique et des œuvres artistiques dans la restitution de cette mémoire longtemps occultée. L'universitaire Ahcène Tlilani, scénariste du film Zighoud Youcef, a quant à lui mis en avant la contribution du cinéma à la transmission des grandes étapes du combat du peuple algérien pour l'indépendance. Il a estimé que les productions historiques permettent de faire connaître aux jeunes générations les sacrifices consentis par les Algériens, notamment lors des massacres du 8 mai 1945, considérés comme un tournant majeur dans la prise de conscience nationale. La rencontre a également été marquée par un hommage rendu à plusieurs figures historiques et moudjahidine, en reconnaissance de leur engagement et de leur contribution à la lutte de libération nationale. En clôture de cette journée commémorative, le public a assisté à la projection du film Zighoud Youcef, œuvre retraçant le parcours du célèbre chef révolutionnaire et mettant en lumière une page essentielle de l'histoire contemporaine de l'Algérie.

R. C./APS

LES CADRANS SOLAIRES DES MOSQUÉES, UN PATRIMOINE SCIENTIFIQUE À PRÉSERVER

A Constantine, le patrimoine ne se limite pas aux monuments visibles, aux silhouettes emblématiques de la ville ou encore aux traditions culinaires, vestimentaires et musicales. Il s'inscrit également dans des traces plus discrètes, porteuses d'un héritage scientifique, à l'image des cadrans solaires présents dans certaines mosquées.

Fixés sur les façades ou intégrés aux cours des lieux de culte, ces instruments traduisaient le mouvement du soleil en repères temporels précis.

A travers l'ombre projetée par un gnomon, ils permettaient de déterminer avec une grande rigueur les horaires des prières, mobilisant des connaissances pointues en astronomie et en géométrie. Une manière, pour les savants et artisans d'autrefois, d'inscrire la spiritualité dans une lecture scientifique du monde.

Pour Mourad Hamadouche, spécialiste en astronomie, ces objets méritent aujourd'hui une attention particulière : «L'histoire et l'existence de ces cadrans solaires doivent être davantage étudiées et valorisées, car elles témoignent d'un savoir scientifique profondément ancré dans la société.» Ce patrimoine n'a d'ailleurs pas totalement disparu, a expliqué pour sa part Farid Zaiter, directeur de la Culture et des Arts de la wilaya de Constantine. Il a affirmé qu'un cadran solaire subsiste toujours au niveau de Djamaâ El Kebir, située rue Larbi Ben M'hidi, au centre-ville.

«Des efforts sont engagés pour préserver et perpétuer cet héritage», a-t-il assuré, soulignant l'importance de ces initiatives pour garantir sa transmission aux générations futures.

Selon M. Zaiter, il s'agit également de réhabiliter une dimension scientifique du patrimoine constantinois, encore méconnue par une grande partie de la population locale. Ainsi, les cadrans solaires ne constituent pas de simples vestiges, mais de véritables joyaux témoignant d'une époque où l'observation du ciel occupait une place essentielle dans la pratique religieuse.

Aujourd'hui, leur redécouverte offre une nouvelle lecture de Constantine, une ville qui ne se raconte pas uniquement à travers ses pierres, mais aussi à travers les connaissances qu'elle abrite discrètement, et durablement.

APS

2es JOURNÉES DE LA POÉSIE POPULAIRE FÉMININE À SÉTIF

LANCEMENT SOUS LE SIGNE DE LA MÉMOIRE ET DU PATRIMOINE

Les activités des deuxièmes Journées de la poésie populaire féminine ont été officiellement lancées jeudi après-midi au Musée public national d'archéologie de Sétif, dans une atmosphère à la fois solennelle et festive.



Placée sous le slogan évocateur «Quand les femmes donnent voix à la mémoire», cette manifestation culturelle réunit des poétesses issues de vingt wilayas du pays, venues partager leur art dans toute sa diversité, vêtues de leurs plus belles tenues traditionnelles, symbole vivant de l'authenticité du patrimoine national. La cérémonie d'ouverture a enregistré une affluence remarquable, avec un public majoritairement féminin, visiblement sensible à l'ambiance chaleureuse et profondément enracinée dans les traditions, précise l'APS qui a rapporté l'information. Les lectures poétiques ont mis à l'honneur la richesse du patrimoine oral féminin, à travers des textes déclamés avec émotion par plusieurs poétesses, dont Loubna Medjrafi (Sétif), Halima Mechri (Aïn Témouchent), Amel Kheir Abdelmoula (Tiaret) et Besma Medouni (El Tarf). Leurs interventions ont offert un véritable voyage au cœur de la mémoire collective et des expressions populaires transmises de génération en génération.

La commissaire de ces journées nationales, Radhia Adjimi, a souligné lors de l'inauguration que «cette initiative constitue une opportunité précieuse de valoriser la diversité et la richesse de la culture algérienne». Elle a insisté sur le rôle central de la poésie populaire féminine, qu'elle considère comme un pilier essentiel du patrimoine culturel immatériel, reflétant à la fois l'identité, les émotions et l'histoire des communautés locales. Elle a également rappelé que cette édition coïncide avec la commémoration de la Journée nationale de la mémoire, marquant le 81e anniversaire des Massacres du 8 Mai 1945. Cette convergence confère à l'événement une dimension symbolique forte, en reliant création artistique et devoir de mémoire. Selon l'intervenante, ces journées constituent également un espace privilégié d'échange entre poétesses venues des différentes régions du pays, favorisant le dialogue autour des moyens de sauvegarder, transmettre et promouvoir cet art ancestral.

Le programme d'ouverture a été enrichi par un concours de «M'hadjiate» (devinettes traditionnelles), animé par l'enseignante Warda Zerguine de la wilaya de Guelma, ainsi que par une série de prestations artistiques variées. Le public a pu apprécier des tableaux de folklore sétifien présentés par l'association «Haytham», des interprétations de chants «s'raoui» des Hautes plaines sétifiennes par Samra Nabet, ainsi que des performances de chants chaoui et naïli, témoignant de la diversité du patrimoine musical algérien.

Tout au long des journées, qui se poursuivront encore samedi, le public aura l'occasion d'assister à des lectures quotidiennes de poésie populaire féminine. Plusieurs séminaires viendront également enrichir le programme, abordant des thématiques telles que le rôle de la mémoire dans l'affirmation de l'identité nationale, la femme dans le conte populaire entre contexte historique et perspective sociale, ainsi que le conte comme espace éducatif et de transmission culturelle. Cette manifestation s'impose ainsi comme un rendez-vous culturel majeur, conjuguant expression artistique, valorisation du patrimoine et réflexion sur la mémoire collective.

Sarah C.

CONSTANTINE : L'ORFÈVRERIE EN «FETLA», UN SAVOIR-FAIRE ANCESTRAL ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Héritage emblématique du patrimoine artisanal constantinois, les bijoux inspirés de la fetla, art traditionnel de la broderie manuelle, ne relèvent pas d'un simple effet de mode, mais d'un savoir-faire ancien profondément enraciné dans l'histoire culturelle de la ville des Constantine. Symbole du raffinement vestimentaire local, la fetla, indissociable des gandouras et des caftans traditionnels, a progressivement trouvé une nouvelle expression dans l'univers de la bijouterie. Transposée dans le travail de l'or, elle donne naissance à des créations raffinées où l'art textile se transforme en langage ornemental précieux.

Dans les ateliers de la vieille ville de Constantine, véritables conservatoires d'un savoir-faire séculaire, des artisans bijoutiers perpétuent et réinventent cet héritage. Ils transposent les motifs caractéristiques de la fetla, arabesques, entrelacs et compositions florales, sur des pièces d'orfèvrerie finement travaillées. Colliers, bracelets, ceintures et parures complètes reprennent ainsi les codes esthétiques de cette broderie emblématique, conciliant tradition et modernité avec une grande finesse d'exécution.

Artisan bijoutier à Constantine, Farid Ghazghouz insiste sur la spécificité de cette pratique locale. Selon lui, les bijoux en or y sont entièrement réalisés à la main, selon des techniques précises transmises de génération en génération. La mahezma, par exemple, se distingue par sa techbika et son fermoir façonnés sans recours aux moules, contrairement à d'autres régions. Le processus de fabrication témoigne d'une grande minutie.

«On commence par faire fondre l'or, puis on le passe au laminoir pour l'étirer et obtenir des fils très fins», explique-t-il. Chaque étape requiert une extrême précision, notamment le pesage du métal précieux, qui doit être rigoureusement contrôlé tout au long de la confection. L'artisan souligne également l'utilisation de matériaux traditionnels, notamment la cire d'abeille, fréquemment employée pour faciliter certaines manipulations délicates et stabiliser les éléments lors du travail.

Dans cette même dynamique créative, d'autres pièces telles que le medbah, collier inspiré de la fetla, ou encore les boucles d'oreilles assorties, illustrent la capacité des artisans à intégrer des influences variées. «Certains modèles s'inspirent de styles occidentaux, mais retravaillés en fetla ils acquièrent une identité profondément constantinoise», précise-t-il.

Au cœur de cette vitalité artisanale, les ateliers d'orfèvrerie de Constantine demeurent des espaces essentiels de transmission et d'innovation. Ils assurent la continuité des gestes ancestraux tout en les adaptant aux goûts contemporains, répondant ainsi aux attentes d'une nouvelle génération soucieuse de préserver son identité culturelle.

60 STAGIAIRES EN IMMERSION DANS LES MÉTIERS DU CINÉMA AU FESTIVAL INTERNATIONAL IMEDGHASSEN À BATNA

Pas moins de 60 stagiaires, venus de plusieurs wilayas du pays, prennent part à des ateliers de formation consacrés aux métiers du cinéma, organisés à la maison de la Culture de Batna, en marge de la 6e édition du Festival cinématographique international Imedghassen, qui se poursuit jusqu'au 11 mai. Organisés du 5 au 11 mai et encadrés par des professionnels et experts du septième art, ces ateliers couvrent plusieurs domaines essentiels de la création cinématographique, notamment l'art du comédien, la mise en scène, le cinéma assisté par intelligence artificielle, le film documentaire, ainsi qu'un laboratoire dédié au développement de scénarios de courts-métrages. Selon le directeur artistique du festival, Ali Djebara, ces formations interactives constituent l'un des piliers majeurs de la manifestation, dont l'ambition est de créer un véritable pont entre les professionnels du cinéma et les jeunes talents émergents. L'actrice Malika Belbey, qui encadre l'atelier consacré à l'art du comédien, a salué l'enthousiasme et l'implication des participants. Elle a souligné que ces initiatives jouent un rôle déterminant dans le perfectionnement des compétences des jeunes artistes, tout en lui offrant l'opportunité de transmettre son expérience et de contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération d'acteurs formés et inspirés. De son côté, le réalisateur Saïd Mehdaoui, qui anime l'atelier consacré au film documentaire, a mis en avant l'intérêt croissant des jeunes issus de différentes régions du pays. Selon lui, cet engouement traduit une réelle volonté de s'investir dans le domaine du documentaire et de développer des compétences solides dans l'univers de la création cinématographique.

Pour sa part, Naïma Hassasse, jeune actrice et écrivaine originaire de Tizi Ouzou, a insisté sur la nécessité de multiplier ce type d'ateliers encadrés par des professionnels confirmés. Elle estime que ces espaces de formation constituent une opportunité précieuse pour accompagner les jeunes passionnés dans l'approfondissement de leurs connaissances et l'enrichissement de leurs expériences artistiques.

En parallèle, le festival propose un programme de master class de haut niveau. Celui-ci comprend une session sur l'art du comédien animée à la salle de cinéma Aurès, au centre-ville de Batna, par l'artiste syrien Fayez Kazak, une autre consacrée à la mise en scène encadrée par le réalisateur algérien Hadj Ali Menad, ainsi qu'une troisième dédiée au film documentaire, dirigée par la cinéaste nigérienne Aïcha Macky. Au total, 50 courts-métrages représentant 26 pays sont en compétition pour les distinctions de cette édition, qui met à l'honneur l'Italie en tant que pays invité d'honneur, confirmant ainsi l'ouverture internationale du festival et son rôle dans le rayonnement du cinéma mondial.

R. C./APS

PALESTINE

LES APPELS INTERNATIONAUX SE MULTIPLIENT POUR DES SANCTIONS CONCRÈTES

Entre les prises de position diplomatiques, les rapports alarmants des ONG et les avertissements des agences humanitaires, tous sont unanimes à dire que la crise à Ghaza et en Cisjordanie a atteint un niveau sans précédent.

Dans ce contexte de pression internationale croissante, le Premier ministre canadien Mark Carney a réaffirmé jeudi l'engagement de son pays à travailler avec ses partenaires internationaux pour la mise en œuvre de la solution à deux Etats, lors d'un entretien téléphonique avec le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Au cours de cet échange consacré à la situation dans les territoires palestiniens, le chef du gouvernement canadien a insisté sur la constance de l'engagement d'Ottawa malgré les tensions régionales croissantes. Il a également exprimé la volonté du Canada de renforcer ses relations bilatérales avec l'Etat de Palestine et de poursuivre son soutien au peuple palestinien dans le processus de construction de ses institutions nationales.

Dans le même contexte, Mark Carney a condamné la colonisation sioniste dans les territoires palestiniens occupés, la qualifiant d'«illégale et illégitime». Il s'est également déclaré préoccupé par les attaques menées en Cisjordanie ainsi que par les violences commises par les colons. «Le Canada rejette catégoriquement l'annexion des terres palestiniennes et la loi autorisant l'exécution de prisonniers palestiniens», a affirmé le Premier ministre canadien.



Alors que la situation humanitaire dans les territoires palestiniens occupés continue de se détériorer, les appels internationaux se multiplient pour exiger non plus de simples condamnations verbales, mais des actions concrètes contre les violations du droit international.

UN SYSTÈME ÉDUCATIF RAVAGÉ À GHAZA

Sur le terrain, les conséquences de l'agression contre Ghaza continuent de frapper durement tous les secteurs vitaux, notamment l'éducation. Le ministre palestinien de l'Education et de l'Enseignement supérieur, Amjad Barham, a révélé que près de 85% des bâtiments universitaires de Ghaza ont été détruits, tout comme 293 des 307 écoles que compte l'enclave palestinienne. S'exprimant lors d'une conférence en Jordanie, le responsable palestinien a dénoncé une «politique destructrice systématique» visant le système éducatif palestinien. Il a souligné que les destructions touchant les établissements scolaires et universitaires atteignent une ampleur catastrophique, particulièrement dans la bande de Ghaza.

Le ministre a également dénoncé la poursuite des incursions et des attaques contre les institutions éducatives en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, affirmant que ces pratiques ont pour objectif de détruire le processus éducatif et de priver les étudiants de leur droit fondamental à l'éducation. Malgré cette situation dramatique, les autorités palestiniennes assurent poursuivre leurs efforts afin de maintenir la continuité de l'enseignement dans des conditions extrêmement difficiles. Depuis le début de l'offensive contre Ghaza, de nombreuses organisations internationales et agences onusiennes alertent sur l'effondrement du secteur éducatif palestinien, marqué par la destruction massive des écoles et universités ainsi que par le déplacement forcé des élèves et des enseignants.

HUMAN RIGHTS WATCH APPELLE L'UNION EUROPÉENNE À AGIR

Face à cette catastrophe humanitaire, l'ONG Human Rights Watch a appelé l'Union européenne à suspendre «immédiatement» l'accord d'association la liant à l'entité sioniste ainsi que les transferts d'armes, accusant cette dernière de commettre des crimes de guerre et des actes de génocide à Ghaza. Dans un message publié sur les réseaux sociaux, l'organisation a estimé que les mobilisations populaires et manifestations de masse organisées à travers l'Europe ont certes permis de faire évoluer les positions, mais restent insuffisantes face à l'urgence de la situation. HRW exige notamment la suspension immédiate des transferts d'armes, la suspension de l'accord d'association UE-entité sioniste, l'interdiction du commerce avec les colonies illégales et des sanctions contre les responsables des crimes d'apartheid.

S'exprimant devant le Comité des Nations unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Claudio Francavilla a déclaré que l'Union européenne et ses Etats membres n'ont pas rempli leur obligation de prévenir le génocide ni de faire respecter les décisions internationales. Selon lui, les pays européens disposent pourtant de nombreux moyens de pression efficaces, mais «la plupart ont choisi de ne pas les utiliser». Plus grave encore, certains Etats membres continuent d'apporter un soutien militaire, économique et politique à l'entité sioniste.

Dans plusieurs rapports publiés ces derniers mois, Human Rights Watch a accusé l'occupation sioniste d'utiliser la famine comme méthode de guerre à Ghaza, en imposant un blocus généralisé ayant créé des conditions de vie destinées à détruire la population palestinienne.

L'organisation estime également que le blocage de l'aide humanitaire, la destruction ciblée des hôpitaux et des écoles ainsi que le déplacement forcé de la quasi-totalité de la population de Ghaza constituent des crimes contre l'humanité et des actes d'extermination.

L'ONU EXHORTE L'EUROPE À DÉPASSER LES DISCOURS

Dans ce climat de tensions croissantes, une délégation du Comité des Nations unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a appelé les Européens à passer «des déclarations aux mesures concrètes» face aux politiques sionistes. Cet appel intervient alors que les critiques se multiplient contre l'inaction de plusieurs puissances occidentales, accusées de limiter leurs réactions à des prises de position diplomatiques sans véritables conséquences politiques ou économiques. Pour de nombreux observateurs, l'écart entre les discours officiels et les mesures réellement appliquées contribue à prolonger l'impunité et à aggraver la crise humanitaire.

MSF ALERTE SUR UNE CATASTROPHE SANITAIRE POUR LES MÈRES ET LES NOURRISSONS

L'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) a, de son côté, tiré la sonnette d'alarme sur les conséquences dramatiques de la famine provoquée à Ghaza sur les femmes enceintes et les nouveau-nés.

Selon une analyse menée entre fin 2024 et début 2026 dans plusieurs établissements de santé soutenus par MSF, les taux de prématurité et de mortalité néonatale ont fortement augmenté parmi les bébés nés de mères souffrant de malnutrition. L'organisation établit un lien direct entre cette situation et le blocus imposé ainsi que les attaques contre les infrastructures civiles et médicales.

D'après les données recueillies auprès de plus de 200 mères et nourrissons pris en charge dans les unités de soins intensifs néonatals des hôpitaux de Khan Younès et de la ville de Ghaza où plus de la moitié des femmes ont souffert de malnutrition durant leur grossesse, 90% des bébés nés de mères malnutries étaient prématurés, 84% présentaient un faible poids à la naissance et la mortalité néonatale était deux fois plus élevée chez les nourrissons issus de mères souffrant de malnutrition. MSF indique également que des milliers d'enfants et de femmes enceintes ont dû être admis dans des programmes de traitement contre la malnutrition aiguë.

L'organisation accuse en outre la «Gaza Humanitarian Foundation», structure mise en place pour remplacer les mécanismes humanitaires onusiens, d'avoir contribué à la réduction drastique des points de distribution alimentaire dans l'enclave palestinienne. Selon MSF, le passage d'environ 400 centres de distribution à seulement quatre points d'approvisionnement a aggravé la crise alimentaire et exposé les civils à des risques considérables. Au fil des mois, la pression internationale s'intensifie autour de la situation à Ghaza et en Cisjordanie. Entre les condamnations diplomatiques, les rapports accablants des ONG et les appels des organisations humanitaires, un même message est délivré : la communauté internationale ne peut plus se contenter de déclarations symboliques.

La multiplication des appels à des sanctions, à des embargos sur les armes et à la suspension des accords de coopération traduit une évolution du débat international, où la question centrale n'est plus seulement celle des condamnations, mais celle des mesures concrètes susceptibles de mettre fin aux violations dénoncées par les organisations internationales.

Sophia Rais

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE

USMA - Zamalek : première manche d'une finale très attendue



Photo: Billel Bensalem/APP

Le compte à rebours est désormais lancé pour l'un des rendez-vous les plus attendus du football africain. Ce soir, au stade du 5 Juillet d'Alger, l'USM Alger recevra, à 20h, le Zamalek SC pour la manche aller de la finale de la Coupe de la Confédération africaine de football, dans une confrontation de prestige entre deux géants du continent. Vingt-six ans après la mémorable finale algéro-égyptienne remportée par la JS Kabylie face à Al-Ismaïly SC en Coupe de la CAF 2000, l'histoire offre un nouveau duel entre l'Algérie et l'Egypte. Une affiche qui réveille les souvenirs des grandes soirées africaines et promet une ambiance exceptionnelle dans une enceinte du 5 Juillet qui affichera complet.

Tenant du titre depuis son sacre en 2023 face aux Tanzaniens de Young Africans SC, l'USMA rêve d'un deuxième trophée continental. Les Rouge et Noir, devenus une référence dans cette compétition, veulent confirmer leur statut face à un adversaire rompu aux joutes africaines. Le parcours des Algérois jusqu'à cette finale témoigne d'une remarquable maîtrise. Après avoir éliminé l'Olympique Safi en demi-finale grâce à un précieux nul décroché au Maroc (1-1) après le 0-0 de l'aller à Alger, les hommes de Lamine N'Diaye ont démontré leur solidité mentale et leur efficacité dans les moments décisifs. Mais le défi s'annonce immense face au Zamalek, double vainqueur de l'épreuve en 2019 et 2024, qui n'a jamais perdu une finale de Coupe de la Confédération. Les Egyptiens arrivent à Alger avec l'ambition claire de frapper un grand coup avant le match retour prévu au Caire. Leur parcours continental confirme leur expérience. Après avoir facilement écarté les Somaliens de Dekedaha au tour préliminaire, les Blancs ont dominé un groupe relevé comprenant notamment Kaizer Chiefs, Al Masry et ZESCO United. En phase éliminatoire, ils ont successivement sorti l'AS Otoho (RDC), puis le CR Belouizdad dans un derby nord-africain particulièrement disputé. Le Zamalek se présente surtout avec une défense impressionnante. Avec seulement 6 buts encaissés en 12 rencontres de Coupe de la Confédération cette saison, la formation égyptienne possède l'une des arrière-gardes les plus solides du continent. Un atout majeur dans une finale qui pourrait se jouer sur des détails. Les coéquipiers du capitaine Saâdi Redouani devront ainsi afficher un visage conquérant et réaliste pour prendre l'avantage avant le déplacement périlleux au stade international du Caire. Portée par son public et par la dynamique née du récent sacre en coupe d'Algérie, l'USMA compte faire parler son expérience et son caractère. L'entraîneur sénégalais Lamine N'Diaye devra toutefois composer sans son ailier Houssem-Eddine Ghacha, blessé au genou et forfait jusqu'à la fin de la saison. Une absence de taille dans un rendez-vous où chaque individualité peut faire basculer le destin d'un club. En face, le Zamalek arrive avec le moral retrouvé. Après une lourde défaite dans le derby contre Al Ahly (0-3), les Cairotes ont immédiatement réagi en s'imposant sur le terrain de Smouha (0-1), un succès qui leur a permis de reprendre la tête du championnat égyptien. Tous les ingrédients sont donc réunis pour une finale passionnante entre deux équipes ambitieuses, deux écoles du football africain et deux clubs qui partagent la même obsession : inscrire une nouvelle ligne glorieuse à leur palmarès continental. Ce soir, Alger vibrera au rythme d'un choc où la moindre erreur pourrait peser lourd dans la quête du sacre africain.

Radouane Sadkaoui

CAN U17-2026

Amine Ghimouz dévoile une sélection de 26 joueurs pour représenter l'Algérie

Le sélectionneur de l'équipe nationale algérienne des moins de 17 ans, Amine Ghimouz, a communiqué la liste des 26 joueurs retenus pour disputer la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations U17-2026, prévue du 13 mai au 2 juin, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) jeudi soir via ses réseaux sociaux. Cette sélection comprend 15 joueurs évoluant dans des clubs européens, confirmant la forte présence de jeunes talents formés à l'étranger.

Les jeunes Fennecs ont décroché leur billet pour la phase finale en terminant à la deuxième place du tournoi UNAF, disputé entre mars et avril à Benghazi en Libye. Lors de la CAN U17, l'Algérie évoluera dans le groupe D aux côtés du Sénégal, tenant du titre et vainqueur de l'édition 2023, de l'Afrique du Sud ainsi que du Ghana, multiple champion continental. La compétition réunira 16 sélections réparties en quatre groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe accéderont aux quarts de finale. Ces huit nations seront également automatiquement qualifiées pour la Coupe du monde U17 de la FIFA 2026.

LISTE DES 26 JOUEURS RETENUS

Gardiens : Nazim Benmedjoub (Paradou AC), Nazim Benkaïdia (CS Constantine), Yazid Tifrani (RC Strasbourg - France)

Défenseurs : Ayoub Dahmas (USM Alger), Mahmoud Noubli (Paradou AC), Anas Belkanich (FC Toulouse - France), Yanis Messaoudi (AC Milan - Italie), Yasser Bouhadjela (O Akbou), Ayoub Bouacida (ES Sétif), Ilyes Mekkaoui (FC Volendam - Pays-Bas), Noam Benramdane (Montpellier HSC - France)

Milieux de terrain : Ali Sadji (JS Kabylie), Walid Nechab (Olympique Lyonnais - France), Ilian Refsi (Paris FC - France), Abderrahmane Zaoui (MC Mekhadma), Nazim Benghezel (Amiens SC - France), Bilal Daâou (Eintracht Francfort - Allemagne), Adam Benali (Le Havre AC - France), Rayane Zidane (Bayer Leverkusen - Allemagne)

Attaquants : Yacine Abed (Paradou AC), Melwane Zaidi (FC Bâle - Suisse), Khalil Touali (O Akbou), Tahar Akbache (USM Alger), Mohamed Valmy (Stade Rennais - France), Mehdi Maghlout (Inter Milan - Italie), Ilyas Grini (RC Lens - France).

TRAMPOLINE

L'Algérie domine les Championnats d'Afrique 2026 avec 7 médailles



La sélection algérienne de trampoline a réalisé une performance remarquable aux Championnats d'Afrique de trampoline 2026, disputés les 5 et 6 mai à Pretoria (Afrique du Sud), en s'imposant en tête du classement général des médailles avec un total de 7 distinctions, dont 4 en or et 3 en argent. Grâce à cette moisson, l'Algérie a devancé le pays organisateur, l'Afrique du Sud, qui a terminé à la deuxième place avec 8 médailles (3 en or, 3 en argent et 2 en bronze). La Namibie s'est classée troisième avec 4 médailles, tandis que la Tunisie a occupé la quatrième position avec un total de 7 distinctions. Les gymnastes algériens ont particulièrement brillé lors des épreuves individuelles et synchronisées disputées mercredi, décrochant 5 nouvelles médailles, dont 4 titres continentaux. Chez les seniors messieurs, Dayane Hibon s'est illustré en remportant la médaille d'or dans l'épreuve individuelle, confirmant ainsi la progression du trampoline algérien sur la scène africaine. Le duo composé de Noureddine Belkhir et Dayane Hibon a également offert à l'Algérie un nouveau sacre continental dans l'épreuve du trampoline synchronisé seniors. Dans les catégories juniors, Nadine Fedala a dominé la compétition féminine en décrochant la médaille d'or, tandis que Medrag Youcef s'est imposé chez les juniors garçons. Le duo Nadine Fedala - Nada Khelouati a, pour sa part, remporté la médaille d'argent dans l'épreuve synchronisée juniors. Avant ces performances individuelles, les sélections algériennes seniors messieurs et juniors filles avaient déjà contribué au succès national en obtenant 2 médailles d'argent lors des compétitions par équipes. Cette première place continentale confirme la montée en puissance de la gymnastique algérienne dans la discipline du trampoline et reflète les efforts consentis ces dernières années en matière de préparation et de formation des athlètes. Outre l'Algérie, cette édition 2026 des Championnats d'Afrique a réuni des gymnastes venus de Namibie, de Tunisie et d'Afrique du Sud, pays hôte de la compétition, organisée à la suite des épreuves de gymnastique artistique et de gymnastique rythmique.

R. S.

ATHLÉTISME

Le perchiste Duplantis visera un nouveau record du monde au meeting de Monaco

La star suédoise du saut à la perche, Armand 'Mondo' Duplantis, participera au Meeting de Monaco 2026 prévu le 10 juillet prochain, avec l'ambition affichée d'y battre une nouvelle fois le record du monde de la discipline, ont annoncé jeudi les organisateurs. Installé récemment à Monaco, où il réside désormais et poursuit sa préparation, le champion olympique et détenteur du record mondial n'a pas caché ses ambitions. «Maintenant que je vis ici et que je m'y entraîne, il faut bien qu'un record du monde soit réalisé ici», a-t-il déclaré avec humour lors d'une conférence de presse. Initialement, le programme du meeting monégasque ne prévoyait pas d'épreuve masculine de saut à la perche.

Toutefois, face à la volonté de Duplantis de participer à la compétition, les organisateurs ont accepté de modifier le programme et d'ajouter un concours masculin, en plus de l'épreuve féminine déjà prévue. Cette décision témoigne de l'impact considérable du perchiste suédois sur l'athlétisme mondial. Véritable phénomène de la discipline, Duplantis fait partie des rares athlètes capables d'attirer un large public et de susciter un fort engouement autour des meetings internationaux. Le Suédois continue d'ailleurs d'écrire l'histoire de son sport. En mars dernier, il a amélioré pour la 15e fois le record du monde du saut à la perche, en franchissant une barre à 6,31 mètres lors d'une compétition organisée à Uppsala (Suède). Avant son rendez-vous monégasque, Duplantis prendra part dès la semaine prochaine au meeting d'ouverture de la Ligue de Diamant à Shanghaï, où il tentera de poursuivre sa série de performances exceptionnelles.

R. S.

ENJEU MAJEUR DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LES MARAIS IRAKIENS REVIVENT GRÂCE AU RETOUR DES EAUX

Face aux défis du changement climatique et de la raréfaction des ressources hydriques, la restauration des marais historiques d'Irak apparaît aujourd'hui comme un enjeu majeur de développement durable.



Le retour progressif de l'eau dans ces vastes zones humides du sud du pays redonne vie à un écosystème unique, tout en permettant aux populations locales de retrouver leurs activités traditionnelles. Cette renaissance écologique illustre l'importance d'une gestion durable des ressources naturelles dans une région particulièrement exposée aux crises climatiques.

Après plusieurs années marquées par une sécheresse sévère, les marais historiques du sud de l'Irak connaissent un retour progressif de l'eau, offrant un nouvel espoir aux habitants et relançant un écosystème considéré comme l'un des plus anciens du monde. Dans les marais de Chibayish, les paysages asséchés et fissurés laissent peu à peu place à des étendues d'eau où les pirogues circulent de nouveau, tandis que les buffles d'eau retrouvent leurs pâturages naturels. Cette amélioration est le résultat des fortes précipitations enregistrées durant l'hiver, qui ont permis de reconstituer une partie des réserves hydriques du pays. Les autorités irakiennes ont ainsi augmenté les volumes d'eau acheminés vers les zones humides grâce à une meilleure gestion des barrages et des ressources du Tigre et de l'Euphrate. Selon le ministère des Ressources en eau, les réserves stratégiques du pays ont augmenté d'environ six milliards de mètres cubes cette année, donnant davantage de marge pour soutenir les marais pendant les périodes de chaleur estivale. Longtemps considérés comme «un symbole de la civilisation mésopotamienne», les marais irakiens représentent également un enjeu majeur pour le développement durable. Ces zones humides jouent un rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité, la régulation du climat local et le maintien des activités économiques traditionnelles. Leur restauration contribue directement à la sécurité alimentaire et à la résilience des populations rurales face aux effets du changement climatique.

RETOUR EN MASSE DES FAMILLES AYANT QUITTÉ LES LIEUX APRÈS LA SÉCHERESSE

Les habitants de la région constatent déjà les premiers effets positifs du retour de l'eau. Des familles ayant quitté les lieux pendant les années de sécheresse commencent à revenir. Les éleveurs de buffles reconstituent progressivement leurs troupeaux et les pêcheurs retrouvent des ressources qui avaient presque disparu. Les agriculteurs dans le marais central expliquent que «la sécheresse avait provoqué la mort du bétail et poussé de nombreuses familles à migrer. Aujourd'hui, la situation s'améliore avec le retour de l'eau et des pâturages.»

Les experts environnementaux soulignent également les bénéfices écologiques de cette renaissance. Jassim al-Assadi, spécialiste irakien des zones humides, affirme que «certaines régions totalement asséchées entre 2021 et 2025 connaissent désormais un rétablissement progressif. La proportion de marais submergés est passée de moins de 8 % ces dernières années à près de 36 % actuellement. Cette évolution favorise le retour des poissons, des oiseaux migrateurs et de la végétation locale, notamment les roseaux utilisés dans la construction des habitations traditionnelles des Arabes des marais.»

Inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2016, les marais d'Irak constituent un patrimoine naturel et culturel unique. Ils sont habités depuis des millénaires par les Arabes des marais, dont le mode de vie dépend étroitement de l'eau. La restauration de cet environnement ne représente donc pas seulement une question écologique, mais aussi un enjeu social et culturel lié à la préservation des traditions locales. Cette amélioration reste toutefois fragile.

Les autorités et les experts rappellent que «les marais demeurent menacés par les changements climatiques, la diminution des débits des fleuves et les tensions régionales autour du partage de l'eau. L'Irak fait partie des pays les plus vulnérables au réchauffement climatique au Moyen-Orient, avec des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes.» Le retour de l'eau dans les marais irakiens apparaît ainsi comme un exemple concret de l'importance d'une gestion durable des ressources naturelles. En restaurant ces zones humides, l'Irak tente non seulement de sauver un patrimoine historique exceptionnel, mais aussi de renforcer la résilience environnementale et économique de ses communautés rurales face aux défis climatiques à venir.

Nadine Oumakhlouf

Le Tsunami d'Alaska a mis à rude épreuve les ODD des Nations-Unies

Dans un monde confronté à l'accélération des dérèglements climatiques et à la multiplication des catastrophes naturelles, le gigantesque tsunami survenu en Alaska en 2025 rappelle l'urgence de renforcer les politiques de prévention des risques et de protection des écosystèmes, en lien direct avec les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, notamment ceux consacrés à l'action climatique, à la préservation des milieux naturels et à la résilience des territoires.

Le 10 août 2025, un spectaculaire glissement de terrain dans le fjord de Tracy Arm, au sud-est de l'Alaska, a provoqué un tsunami localisé considéré aujourd'hui comme le deuxième plus important jamais enregistré dans le monde. Selon les chercheurs, la vague a atteint une hauteur vertigineuse de 481 mètres, dépassant largement la taille de l'Empire State Building de New York. Situé au cœur de la forêt nationale de Tongass, le fjord de Tracy Arm est réputé pour ses paysages grandioses mêlant falaises de granit, glaciers et cascades. Mais ce décor spectaculaire est aussi particulièrement vulnérable aux bouleversements environnementaux. Le glissement de terrain à l'origine du tsunami aurait déplacé une masse rocheuse gigantesque dans les eaux étroites du fjord, provoquant une onde d'une puissance exceptionnelle.

La vague a traversé le fjord avec une violence extrême, arrachant arbres et végétation sur les parois rocheuses abruptes. Les images satellites et les relevés scientifiques montrent des traces visibles de destruction sur plusieurs kilomètres. Heureusement, la zone étant très peu peuplée, aucune victime humaine n'a été signalée.

Les spécialistes soulignent toutefois que «ce type d'événement pourrait devenir plus fréquent dans les régions polaires et montagneuses sous l'effet du réchauffement climatique. La fonte accélérée des glaciers fragilise les sols et les pentes rocheuses, augmentant les risques d'effondrements et de glissements de terrain. Ce phénomène inquiète particulièrement les scientifiques qui observent une instabilité croissante dans plusieurs zones arctiques.» Cette catastrophe naturelle illustre les défis liés à l'ODD 13 consacré «à la lutte contre les changements climatique». Les experts rappellent que «les conséquences du réchauffement ne se limitent pas aux vagues de chaleur ou aux sécheresses, mais touchent également la stabilité géologique des régions froides. Elle met aussi en lumière l'importance de l'ODD 15 sur la préservation des écosystèmes terrestres, alors que les forêts et les espaces naturels subissent des perturbations de plus en plus importantes»

N. O.

BP RENFORCE LA NEUTRALITÉ CARBONE AVEC DES PROJETS DURABLES

Dans un contexte mondial marqué par l'urgence climatique et la transition énergétique durable, les projets de captage et de stockage du carbone s'imposent comme des leviers importants du développement durable. Le groupe énergétique a annoncé «la vente d'une partie de ses participations dans deux grands projets britanniques situés dans le nord de l'Angleterre, à savoir Net Zero Teesside Power et Northern Endurance Partnership». Cette décision vise à ouvrir la voie à de nouveaux partenaires au moment où les travaux de construction débutent sur les deux sites. Ces projets ont pour objectif de réduire les émissions industrielles de dioxyde de carbone grâce à des technologies de captage et de stockage souterrain du CO2.

Ils s'inscrivent dans les engagements du Royaume-Uni pour atteindre la neutralité carbone et renforcer une économie plus respectueuse de l'environnement et durable. En attirant de nouveaux investisseurs, BP cherche également à accélérer le financement de solutions énergétiques durables tout en consolidant la transition vers une industrie moins polluante.

N.O.

HANTAVIRUS

L'OMS écarte tout risque d'épidémie

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé jeudi que le foyer d'hantavirus détecté à bord d'un navire de croisière, ayant déjà causé trois décès, ne constitue ni le début d'une épidémie ni celui d'une pandémie.
Lors d'un point de presse à Genève, Maria Van Kerkhove, responsable du département de prévention et de préparation aux épidémies et pandémies à l'OMS, a tenu à tempérer les inquiétudes suscitées par cet épisode sanitaire. Elle a souligné qu'il s'agit d'un cas isolé qui ne traduit pas une propagation à grande échelle du virus.
Selon elle, cet événement doit surtout être considéré comme un rappel de l'importance des investissements dans la recherche scientifique sur les agents pathogènes émergents. Elle a insisté sur le fait que le développement de traitements, de tests de dépistage et de vaccins demeure essentiel pour sauver des vies et renforcer la capacité de réponse face à ce type de menace sanitaire.
Le navire de croisière MV Hondius est sous surveillance internationale depuis le week-end dernier, après que l'OMS a été informée du décès de trois passagers dont la cause probable serait liée à une infection par le hantavirus. Cette situation a conduit à l'ouverture d'une alerte sanitaire afin d'évaluer les risques potentiels.
Habituellement, le hantavirus est transmis à l'homme par des rongeurs infectés, principalement par contact avec leurs urines, leurs excréments ou leur salive. Toutefois, les experts ont indiqué que la souche identifiée à bord du navire serait rare et pourrait, dans certaines conditions, se transmettre d'une personne à une autre, ce qui nécessite une surveillance accrue.
Malgré cette particularité, les autorités sanitaires internationales estiment que la situation reste contenue et ne présente pas, à ce stade, de menace de propagation mondiale. L'OMS continue de suivre l'évolution de ce foyer et de coordonner les mesures de prévention avec les autorités concernées.

R. S.

Plus de 4,6 millions d'enfants vaccinés contre la poliomyélite au Soudan en une seule phase



Le ministère soudanais de la Santé a annoncé le succès de la première phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite menée dans plusieurs régions du pays. Selon les autorités sanitaires, l'opération a permis d'atteindre un taux de couverture de 106 %, un résultat jugé encourageant dans un contexte marqué par les conflits et les déplacements massifs de population. Mohamed El-Hussein El-Haj, responsable du centre de coordination de la campagne, a expliqué que cette réussite est le fruit d'une coopération étroite entre les autorités soudanaises et leurs partenaires internationaux, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). La campagne s'est déroulée à Khartoum, Al-Jazira, Sennar, Kassala, Guedaref, le Nil Blanc et le Nord-Kordofan. Les services sanitaires avaient initialement prévu de vacciner 4,37 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans. Finalement, plus de 4,64 millions d'enfants ont reçu une dose de vaccin, dépassant ainsi les objectifs annoncés. Fin avril, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) avait indiqué que cette opération constituait la première étape d'un programme de vaccination organisé en deux phases. L'objectif principal est de protéger les enfants vivant dans les zones les plus exposées aux risques sanitaires, notamment les régions touchées par les affrontements armés. L'OCHA avait également rappelé que plusieurs cas de poliomyélite avaient été détectés en décembre 2025 dans les wilayas de Kassala et du Nord-Kordofan. L'organisme onusien estime qu'environ 1,5 million d'enfants au Soudan demeurent insuffisamment immunisés contre cette maladie ainsi que contre d'autres infections évitables par la vaccination. Les Nations unies alertent par ailleurs sur les conséquences humanitaires de la guerre qui secoue le pays depuis avril 2023 entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide.

Ce conflit a provoqué des milliers de morts et le déplacement de millions de civils, aggravant les risques de propagation des épidémies dans plusieurs régions du Soudan.

R. I.

BAC 2026

REMBOURSEMENT DES FRAIS POUR LES CANDIDATS LIBRES REJETÉS

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé l'ouverture prochaine d'une plateforme électronique destinée aux candidats libres au baccalauréat session 2026 dont les dossiers d'inscription ont été refusés. Cette mesure permettra aux concernés de récupérer les frais versés lors de leur inscription, selon un communiqué rendu public mercredi. Le département ministériel précise que cette opération concerne exclusivement les candidats dont les demandes n'ont pas été validées en raison du non-respect des conditions exigées pour participer à l'examen. Afin de faciliter les démarches, l'Office national des examens et concours (ONEC) mettra à leur disposition un portail numérique dédié au remboursement des sommes payées.
Selon le communiqué, la plateforme sera accessible à partir du 20 juin 2026 via le lien électronique dédié au traitement des demandes de remboursement. Les candidats concernés disposeront d'un délai courant jusqu'au 30 novembre 2026 pour accomplir les procédures nécessaires et introduire leur demande en ligne.
Le ministère souligne que cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'organisation administrative liée aux inscriptions au baccalauréat et vise à permettre aux candidats exclus de récupérer leurs droits financiers dans des conditions simplifiées.
Les autorités ont par ailleurs insisté sur le respect strict des délais fixés pour cette opération. Le ministère avertit qu'aucune demande de régularisation ou de remboursement ne sera acceptée après la date limite annoncée. Les candidats concernés sont ainsi appelés à effectuer les démarches requises dans les temps impartis afin d'éviter toute perte de leurs frais d'inscription.
Cette annonce intervient dans le cadre des préparatifs liés à la session 2026 du baccalauréat et des mesures de suivi mises en place par le ministère de l'Éducation nationale pour encadrer les opérations d'inscription et de gestion des candidatures libres.

R. N.

L'ANIE intensifie les préparatifs du scrutin législatif à l'étranger

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) poursuit les préparatifs liés à l'organisation des élections législatives prévues pour le 2 juillet 2026 à l'étranger.
Dans ce cadre, le président par intérim de l'Autorité, Karim Khelfane, a récemment dirigé une réunion de coordination tenue par visioconférence avec les responsables des représentations diplomatiques et consulaires algériennes ainsi qu'avec les coordonnateurs et délégués de l'ANIE déployés hors du pays.
Selon un communiqué de l'Autorité, cette rencontre s'est déroulée en présence de membres du Conseil de l'ANIE et de cadres relevant des ministères des Affaires étrangères et de la Justice.
Elle avait pour principal objectif d'évaluer l'état d'avancement des préparatifs du scrutin destiné à la communauté nationale établie à l'étranger. Les discussions ont notamment porté sur les mesures organisationnelles engagées après la publication du décret exécutif du 3 mai 2026 fixant les modalités relatives à la circonscription électorale réservée aux Algériens résidant à l'étranger ainsi que le nombre de sièges qui leur sont attribués au sein de l'Assemblée populaire nationale (APN).
L'ANIE a indiqué que cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi permanent du processus électoral et des efforts visant à assurer une coordination efficace entre les différentes structures chargées de l'encadrement des élections hors du territoire national. L'Autorité entend également accompagner ses représentants à l'étranger dans les différentes étapes techniques et administratives liées à l'organisation du vote.
Au cours de cette rencontre, les participants ont évoqué plusieurs aspects relatifs au déroulement des opérations électorales, notamment les procédures de contrôle des formulaires de signatures individuelles, l'examen des dossiers de candidature ainsi que les mécanismes destinés à garantir la transparence et la régularité du scrutin.

R. N.

LA VOIE D'ALGÉRIE
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Édité par la Sarl
CHROME COMMUNICATION

ADMINISTRATION
administration@lavoiedalgerie.dz

Directrice générale/Gérante :
M. Azzouz

Directeur de la publication
Lyès Menacer
lyesmenacer@lavoiedalgerie.dz

Directrice de la rédaction
Saida Azzouz
redaction@lavoiedalgerie.dz

Directeur technique
Kamal Allalou
pao@lavoiedalgerie.dz

Siège social :
02 Rue Farid Zouièche,
Maison de la Presse Kouba 16008– Alger
Tél. :/Fax : +213 028 269 786
E-mail : lavoiedalgerie@gmail.com

Pour votre PUBLICITÉ, s'adresser à :
Régie publicitaire : 023 709 668
(publicite@lavoiedalgerie.dz)

Pour votre COURRIER
coordination@lavoiedalgerie.dz

Pour votre PUBLICITÉ s'adresser à :
L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tél : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 / 020 05 13 45 /
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'Impression d'Alger (SIA)

DIFFUSION
Distribution de journaux et magazines Smichat Sid Ali
Mob : 0541 91 92 49

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

11 dossiers de candidature déposés, plus de 1.400 retirés

Le nombre de dossiers de déclaration collective de candidature déposés auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), dans le cadre des élections législatives prévues le 2 juillet prochain, s'élève à 11, selon un bilan préliminaire rendu public jeudi. L'ANIE précise que le retrait des formulaires de candidature a concerné 1.427 dossiers à travers 69 wilayas du pays. Parmi eux, 1.174 dossiers ont été introduits par des listes soutenues par 36 partis politiques, un dossier par une alliance de partis, ainsi que 252 dossiers déposés par des listes indépendantes.
Dans le même cadre, le nombre de formulaires de signatures individuelles retirés a atteint 1.744.229, traduisant l'ampleur de la mobilisation enregistrée lors de cette étape préparatoire.
Concernant la circonscription électorale de la communauté nationale à l'étranger, 22 dossiers ont été retirés dans 5 zones géographiques, dont 21 sous le parrainage de 15 partis politiques et un dossier présenté par une liste indépendante.
En ce qui concerne le dépôt effectif des candidatures, l'ANIE indique que 11 dossiers ont été enregistrés jusqu'à présent, dont 9 présentés par 4 partis politiques et 2 par des listes indépendantes. L'Autorité rappelle par ailleurs que la date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au lundi 18 mai 2026 à minuit (00h00), heure locale.

R. N.

CYCLISME

13 coureurs engagés aux Championnats d'Afrique sur piste à Abuja

L'Algérie sera représentée par une sélection de treize coureurs cyclistes (10 hommes et 3 femmes) aux Championnats d'Afrique sur piste, programmés du 9 au 17 mai à Abuja, au Nigeria. La composition de l'équipe nationale a été rendue publique hier par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). Chez les élites masculins, la Direction technique nationale a retenu Oussama Mimouni, Hamza Yacine, Nadjib Assel, Anes Riahi et Yacine Chalel. Dans la catégorie des jeunes, la sélection comprend Saâd Bouchelaghem, Abdallah Allal, Selmane Mansouri, Abdelkader Bouchelaghem et Ahmed Ilyès Gaguèche. Du côté féminin, les couleurs nationales seront défendues par Yassamine El Meddah, Malak Mechab et Sihem Bousebaâ, sous la conduite de l'entraîneur Abdelbasset Hannachi.
Par ailleurs, l'Algérie prendra également part aux Championnats d'Afrique de para-cyclisme avec deux représentants : Aymen Djaber et Zine-Eddine Merabet. La sélection nationale aborde cette compétition avec l'ambition de décrocher un maximum de médailles dans les différentes épreuves, aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

R. S.

Les Scouts appellent à transmettre les chants patriotiques comme héritage de la mémoire nationale



Le commandant général des anciens Scouts musulmans algériens (SMA), Mustapha Saâdoune, a mis en avant, hier à Sétif, l'importance majeure de la transcription et la sauvegarde des chants patriotiques et révolutionnaires, considérés comme un pilier essentiel de la mémoire collective et un outil éducatif pour renforcer le sentiment d'appartenance nationale chez les jeunes générations. S'exprimant en marge de l'ouverture d'un séminaire national consacré à la «transcription des chants patriotiques scouts», organisé à l'Institut national spécialisé en formation professionnelle «Ghembour Saïd», M. Saâdoune a souligné que la préservation de ce patrimoine chanté constitue une mission fondamentale pour les anciens scouts, a rapporté l'APS. Il a affirmé que ces chants «ne sont pas de simples expressions artistiques, mais portent une charge historique et symbolique profonde, transmise de génération en génération comme vecteur de valeurs patriotiques et de résistance».
Il a expliqué que ces hymnes ont toujours joué un rôle central dans l'animation du mouvement scout, contribuant à éveiller la conscience nationale et à consolider l'esprit de solidarité et de fidélité à la patrie, dans la continuité de l'héritage laissé par les aïeux.
Dans cette dynamique, le responsable a indiqué que les anciens SMA œuvrent, en partenariat avec le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, à la mise en œuvre du projet «Mémoire de proximité». Cette initiative vise à rapprocher les jeunes de leur histoire nationale à travers des activités de terrain, notamment des visites de sites historiques et de lieux emblématiques de la lutte de Libération nationale. Selon lui, cette démarche permet de renforcer le lien entre les nouvelles générations et leur passé, en leur offrant une compréhension vivante et concrète des sacrifices consentis pour l'indépendance du pays. Ce séminaire de deux jours, organisé à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire commémorant le 81e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, réunit des doyens du mouvement scout venus de différentes wilayas. Il vise à recenser, documenter et archiver les chants patriotiques diffusés à travers le pays, afin d'en assurer la préservation et la transmission durable.
La rencontre ambitionne également de créer un espace d'échange entre les responsables scouts et les jeunes encadreurs, dans le but de renforcer la formation et de promouvoir une meilleure maîtrise de ces chants porteurs de valeurs nationales. L'objectif est aussi de former des cadres spécialisés capables d'assurer leur enseignement dans de bonnes conditions artistiques et pédagogiques. A cette occasion, plusieurs chants patriotiques ont été interprétés par de jeunes scouts, célébrant les valeurs de loyauté, d'identité nationale et de mémoire collective, dans une ambiance empreinte de recueillement et de fierté.

Sarah C.

Le PAM alerte sur une crise de malnutrition aiguë en Somalie

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé, hier, une alerte concernant la situation humanitaire en Somalie, confrontée à une grave crise de malnutrition nécessitant une mobilisation internationale rapide et un financement urgent afin d'éviter une détérioration supplémentaire. Le directeur exécutif adjoint du PAM, Matthew Hollingworth, a indiqué que le pays traverse l'une des crises nutritionnelles les plus sévères au monde. Selon lui, les taux de malnutrition ont atteint des niveaux critiques dans un contexte particulièrement difficile marqué par des conditions climatiques extrêmes. Cette situation est aggravée par une sécheresse prolongée qui entraîne une pénurie importante d'eau, des pertes agricoles considérables ainsi que la mortalité du bétail, ressource essentielle pour de nombreuses familles. A cela s'ajoutent des déplacements massifs de populations contraintes de quitter leurs zones d'origine. Selon plusieurs rapports d'organisations internationales, des millions de Somaliens dépendent aujourd'hui de l'aide humanitaire d'urgence, avec une inquiétude croissante concernant l'augmentation des cas de malnutrition, en particulier chez les enfants et les femmes.

R. I.

ORAN

Rétablissement de la distribution d'eau après la maintenance de la station d'El Mactaâ

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a annoncé le rétablissement du programme normal de distribution d'eau potable dans toute la zone Est de la wilaya, après une interruption d'environ une semaine causée par l'arrêt temporaire de la station de dessalement d'El Mactaâ, en raison d'opérations de maintenance. Dans un communiqué rendu public hier vendredi, l'entreprise a précisé que les travaux de remplissage des réservoirs ainsi que des réseaux de distribution ont été achevés, permettant ainsi le retour progressif au calendrier habituel d'approvisionnement. La station de dessalement d'El Mactaâ, qui assure près de 65% des besoins en eau de la wilaya d'Oran ainsi que ceux de Mascara, avait été mise à l'arrêt du 3 au 6 mai pour une intervention technique programmée. Cette opération de maintenance, selon les responsables, est essentielle pour garantir la performance et la durabilité des installations.
Le responsable de la Wstation avait indiqué que ces travaux permettront également une amélioration de la capacité de production, appelée à passer de 410.000 à 440.000 m³, renforçant ainsi la sécurité hydrique des régions concernées. Par ailleurs, la SEOR a signalé une autre perturbation touchant les communes de Aïn Tassa et de Begoug, dans la daïra de Boutlelis, en raison d'une défaillance sur une conduite principale. Cette panne a entraîné un ajustement temporaire du programme de distribution dans ces localités.

R. R.

MÉTÉO

24	ALGER		14
32	CONSTANTINE		12
28	ANNABA		17
21	ORAN		14